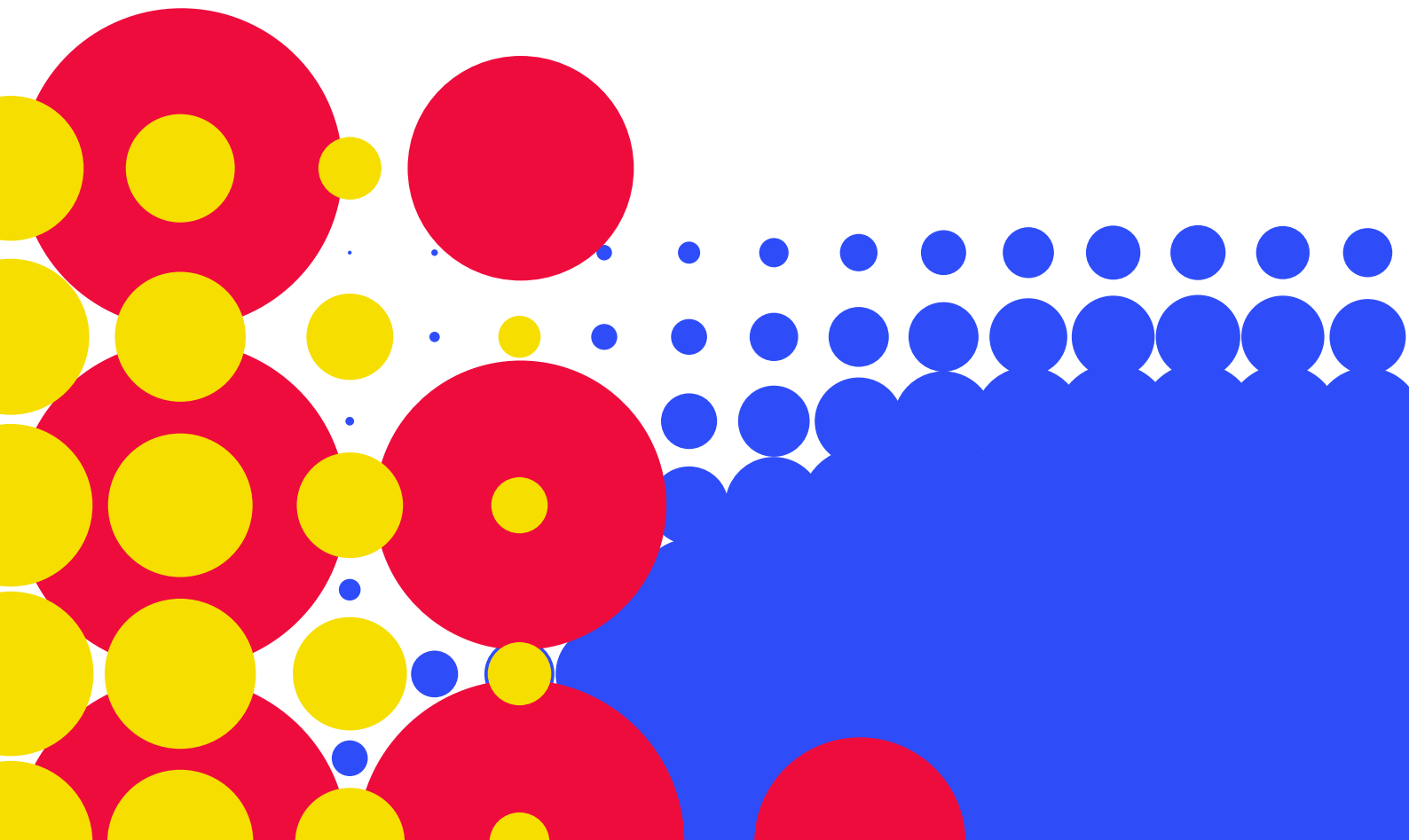


# **Feuille de route de plaidoyer 2023-2025**

**Septembre 2023**



# Table des matières

<b>1. Pourquoi cette feuille de route de plaidoyer est-elle nécessaire ?</b>	<b>03</b>
1.1 Introduction	03
1.2 Contexte	04
1.3 Portée de la feuille de route	06
1.4 Objectifs de la feuille de route de plaidoyer	07
<hr/>	
<b>2. Renforcer le leadership, la participation et le financement des communautés et de la société civile au sein de l'écosystème de plaidoyer du Fonds mondial</b>	<b>08</b>
2.1 Résultats	08
2.2 Justification	08
(a) Attaques contre le plaidoyer des communautés et de la société civile	08
(b) Baisse des financements pour le plaidoyer des communautés et de la société civile	10
2.3 Implications pour le Fonds mondial	11
2.4 Liens vers la stratégie du Fonds mondial	13
2.5 Actions clés	14
<hr/>	
<b>3. Mobiliser un soutien financier accru pour le Fonds mondial et les ripostes au VIH, à la tuberculose et au paludisme en partenariat avec les organisations dirigées par la communauté et de la société civile</b>	<b>18</b>
3.1 Résultats	18
3.2 Justification	18
(a) Le plaidoyer des communautés et de la société civile est essentiel au succès de la reconstitution des ressources du Fonds mondial	18
(b) De nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire sont confrontés à une crise de la dette	19
(c) Les budgets consacrés à l'aide sont menacés	20
3.3 Implications pour le Fonds mondial	20
3.4 Liens vers la stratégie du Fonds mondial	21
3.5 Actions clés	22
<hr/>	
<b>4. Accroître le soutien politique à la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme, tout en contribuant à la préparation et la riposte au changement climatique et aux pandémies, ainsi qu'à d'autres facteurs qui ont une incidence sur les activités du Fonds mondial, dans le contexte mondial de la santé et du développement en constante évolution</b>	<b>24</b>
4.1 Résultats	24
4.2 Justification	24
(a) L'évolution du paysage de la santé mondiale	24
(b) Repenser l'aide au développement	25
(c) Changement climatique et santé	26
(d) Conflits et contextes d'intervention difficiles	26
4.3 Implications pour le Fonds mondial	27
4.4 Liens vers la stratégie du Fonds mondial	28
4.5 Actions clés	29
<hr/>	
<b>5. Utiliser les capacités diplomatiques du Fonds mondial pour faire avancer l'égalité des genres, les droits humains et l'équité et contester les lois, les politiques et les pratiques qui entravent la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme</b>	<b>30</b>
5.1 Résultats	30
5.2 Justification	30
5.3 Implications pour le Fonds mondial	31
5.4 Liens vers la stratégie du Fonds mondial	31
5.5 Actions clés	32
<hr/>	
<b>6. Obligation de rendre compte et perspectives d'avenir</b>	<b>33</b>

# 1. Pourquoi cette feuille de route de plaidoyer est-elle nécessaire ?

## 1.1 Introduction

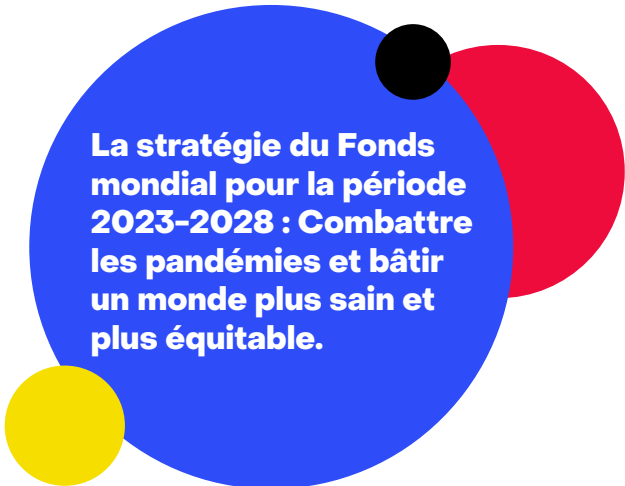
Cette feuille de route décrit les étapes concrètes visant à soutenir l'écosystème de plaidoyer à l'appui de la réalisation des objectifs principaux et des objectifs qui se complètent énoncés dans la stratégie du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (le Fonds mondial) pour la période 2023-2028, à savoir Combattre les pandémies et bâtir un monde plus sain et plus équitable. **L'équipe Plaidoyer politique et de la société civile** pilotera la mise en œuvre de la feuille de route, **en étroite collaboration avec les différentes équipes du Secrétariat**, et prendra des mesures pour soutenir l'écosystème de plaidoyer à l'appui de la réalisation des objectifs principaux et des objectifs qui se complètent de la stratégie du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme pour 2023-2028, à savoir Combattre les pandémies et bâtir un monde plus sain et plus équitable<sup>1</sup>.

La stratégie du Fonds mondial, approuvée par le Conseil d'administration en 2022, constitue un plan ambitieux d'accélération des progrès vers le principal objectif de l'organisation de mettre un terme aux épidémies de sida, de tuberculose et de paludisme d'ici 2030 et de progression vers les objectifs de développement durable (ODD). Le Fonds mondial reconnaît que cet objectif ne peut être atteint que si les conditions suivantes sont réunies :

- renforcer les systèmes pour la santé intégrés et centrés sur la personne ;
- maximiser la participation et le leadership des communautés les plus touchées par les trois maladies ;
- s'employer à résoudre les iniquités en matière de santé, les inégalités de genre et les violations des droits humains qui accroissent les vulnérabilités au VIH, à la tuberculose et au paludisme ;
- mobiliser des ressources supplémentaires.

Pour faire face à l'évolution du paysage mondial de la santé et du développement, la stratégie reconnaît également que le Fonds mondial devrait contribuer à la préparation et à la riposte aux pandémies au-delà des trois maladies, ainsi qu'établir des liens avec le changement climatique et d'autres facteurs ayant des répercussions sur ses activités.

Les communautés qui vivent avec les trois maladies et en subissent l'impact, ainsi que la société civile, sont au centre de l'ensemble des actions du Fonds mondial depuis sa création. La stratégie reconnaît que la clé du succès du Fonds mondial réside dans ses partenariats avec les communautés et la société civile, tant au niveau national où ce sont des partenaires essentiels dans la conception, la mise en œuvre et la responsabilité des programmes, qu'au niveau mondial où ils défendent les intérêts du Fonds mondial auprès des principaux décideurs et donateurs. Elle convient aussi du fait que les communautés et la société civile font face à des problématiques uniques telles que le rétrécissement de l'espace civique, les difficultés permanentes rencontrées pour lever durablement des fonds de manière à soutenir leur action et l'accroissement des attaques politiques et de l'hostilité envers les communautés les plus affectées par les trois maladies. Il peut notamment s'agir des hommes homosexuels et des hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, des personnes transgenres, des travailleuses et travailleurs du sexe, des personnes qui consomment des drogues, des personnes incarcérées, des personnes migrantes et réfugiées, des populations adolescentes et jeunes ainsi que des femmes. Face à ces problématiques, la stratégie admet que le Fonds mondial a un rôle crucial à jouer en usant de ses ressources, de sa position et de son influence diplomatique pour renforcer et raffermir le soutien politique et financier à destination des communautés et de la société civile.



**La stratégie du Fonds mondial pour la période 2023-2028 : Combattre les pandémies et bâtir un monde plus sain et plus équitable.**

<sup>1</sup> Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (2021). Stratégie du Fonds mondial pour la période 2023-2028 : Combattre les pandémies et bâtir un monde plus sain et plus équitable. Genève, Fonds mondial. Disponible à l'adresse suivante : [https://www.theglobalfund.org/media/11613/strategy\\_globalfund2023-2028\\_narrative\\_fr.pdf](https://www.theglobalfund.org/media/11613/strategy_globalfund2023-2028_narrative_fr.pdf) (consulté le 19 août 2023).

Cette feuille de route de plaidoyer décrit les mesures que le Fonds mondial prendra pour soutenir l'écosystème de plaidoyer et renforcer ses partenariats avec les communautés et la société civile et l'assistance qu'il leur apporte dans ses propres efforts de plaidoyer visant à renforcer les ripostes au VIH, à la tuberculose et au paludisme et à mobiliser les ressources à l'appui des programmes de santé vitaux, y compris par l'intermédiaire du Fonds mondial. Elle décrit aussi la manière dont le Fonds mondial usera de son influence diplomatique pour promouvoir des politiques favorables et des financements permettant aux communautés et à la société civile d'être efficaces dans leurs actions, en s'attaquant tout particulièrement aux lois, politiques et pratiques néfastes qui augmentent la vulnérabilité des communautés aux trois maladies. Elle vise à stimuler des actions de sensibilisation coordonnées au sein du Secrétariat et en partenariat avec les communautés et la société civile.

## 1.2 Contexte

Le Fonds mondial existe grâce à l'activisme des communautés qui vivent avec les trois maladies et en subissent l'impact, dont les populations clés et vulnérables<sup>2</sup>, et de la société civile. Les efforts de ces communautés pour s'assurer que chaque personne, où qu'elle vive, puisse accéder à des services vitaux de prévention et de traitement et en bénéficier furent la raison pour laquelle les gouvernements, les fondations privées, le secteur privé et les partenaires multilatéraux ont décidé de travailler avec elles aux fins d'établir ce partenariat unique dès 2002. Depuis lors, les organisations dirigées par la communauté et de la société civile sont des partenaires essentiels dans la gouvernance, la mise en œuvre, la responsabilité et le plaidoyer du Fonds mondial. Les résultats de ce partenariat sont remarquables puisque plus de 50 millions de vies ont été sauvées<sup>3</sup>.

Les communautés et la société civile ont joué un rôle essentiel de plaidoyer pour la mobilisation des ressources, démontrant avec force l'impact du Fonds


mondial et réussissant à persuader les dirigeants des gouvernements et les donateurs de soutenir son action. Plus récemment, leur mobilisation sans précédent — en étroite collaboration avec des dirigeants et défenseurs influents, les gouvernements et le Secrétariat du Fonds mondial — a contribué en 2022 à la reconstitution des ressources la plus importante jamais réalisée par le Fonds mondial, recueillant 15,7 milliards de dollars US pour la période 2023-2025. Bien qu'il s'agisse d'un montant record, ces 15,7 milliards de dollars US sont loin de l'objectif minimum de 18 milliards spécifié dans l'argumentaire d'investissement du Fonds mondial et en deçà de ce qui est nécessaire pour vaincre les trois maladies à l'horizon 2030, conformément aux cibles de l'ODD 3 devant permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous.

Le Fonds mondial et ses partenaires des communautés et de la société civile font face à l'incertitude, dans un monde confronté à une confluence de crises dues aux conflits, au changement climatique, à l'impact durable du COVID-19 et à l'instabilité économique mondiale qui en découle. En conséquence, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) constate que 90 % des pays, sur toute l'échelle de revenus, ont vu leur indice de développement humain décliner en 2020 ou 2021<sup>4</sup>. Ces crises contribuent à accroître les inégalités et la polarisation au niveau national et à modifier les alliances entre les pays. Elles ont également freiné les progrès dans la réalisation des cibles des ODD, notamment celles relatives à la santé. L'un des principaux moteurs de la réussite du Fonds mondial a été l'engagement en faveur de la solidarité mondiale et la reconnaissance du fait que la coopération entre les pays et entre les gouvernements, la société civile et les communautés vivant avec les trois maladies et affectées par elles, y compris les populations clés et vulnérables, est nécessaire pour atteindre l'objectif de mettre un terme aux épidémies de sida, de tuberculose et de paludisme. Dans un tel contexte de crise, cet engagement de solidarité et de partenariat doit être impérativement préservé.

<sup>2</sup> La feuille de route utilise le terme « communautés » pour faire référence aux communautés touchées par les maladies et vivant avec (dont les populations clés et vulnérables) et l'expression « organisations dirigées par la communauté » pour faire référence aux organisations que ces communautés dirigent.

<sup>3</sup> Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (2022). Rapport 2022 sur les résultats. Genève, Fonds mondial. Disponible à l'adresse suivante : [https://www.theglobalfund.org/media/12402/corporate\\_2022resultsreport\\_report\\_fr.pdf](https://www.theglobalfund.org/media/12402/corporate_2022resultsreport_report_fr.pdf) (consulté le 19 août 2023).

<sup>4</sup> UNDP (2022a). Human Development Report 2020/2021. *Uncertain Times, Unsettled Lives: Shaping our Future in a Transforming World*. New York, UNDP. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.undp.org/egypt/publications/human-development-report-2021-22-uncertain-times-unsettled-lives-shaping-our-future-transforming-world> (consulté le 19 août 2023).



**De plus en plus,  
l'initiative stratégique  
de financement  
d'urgence du Fonds  
mondial sert à répondre  
aux conséquences des  
catastrophes liées  
au climat.**

La guerre en Ukraine et les relations tendues entre les pays modifient les alliances géopolitiques et conduisent à une résurgence d'une « mentalité de guerre froide autour de l'aide étrangère » à mesure que les pays cherchent à consolider leur pouvoir et leur influence<sup>5</sup>. En raison des tensions autour du commerce, du changement climatique et des migrations, entre autres problématiques, il est de plus en plus difficile de parvenir à un consensus et de prendre des mesures audacieuses pour résoudre des problèmes communs<sup>6</sup>. Ce changement remet en question la pertinence et l'avenir de plateformes politiques clés comme le G7, le G20 et même les Nations Unies. Ces instances ont joué un rôle important dans l'appui apporté au Fonds mondial, en partie grâce aux actions de persuasion vigoureuses des communautés et de la société civile.

La stabilité financière des pays, quels que soient leurs revenus, reste fortement menacée à court terme en raison d'une faible croissance économique, de l'inflation et du coût de la vie. Cette réalité économique alourdit le fardeau de la dette dans les pays en développement et les gouvernements des pays de mise en œuvre doivent opérer des choix cruciaux quant à l'investissement des ressources. En 2022, les pays à revenu faible ou intermédiaire ont en moyenne consacré un pourcentage de leur revenu national brut (RNB) au service de la dette

plus élevé qu'en 2020, au plus fort de la pandémie de COVID-19<sup>7</sup>. Dans le même temps, les gouvernements donateurs font marche arrière et réorientent l'aide au développement vers la riposte urgente aux crises humanitaires et la prise en charge des réfugiés au niveau national, en lieu et place des priorités fondamentales du développement<sup>8</sup>. Cette incertitude économique a des répercussions importantes sur la santé et le développement, ce qui pourrait s'ajouter au recul des progrès de la lutte contre les trois maladies et, pour le Fonds mondial, rendre plus difficile la collecte de fonds supplémentaires à l'avenir<sup>9</sup>.

La question omniprésente du changement climatique vient s'ajouter à ces problématiques. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) décrit le changement climatique comme « la plus grande menace pour la santé à laquelle l'humanité est confrontée ». Les répercussions se font déjà sentir : augmentation des décès, des problèmes de santé et des violences dus aux catastrophes naturelles liées au climat et aux conditions météorologiques extrêmes, perturbation de l'accès aux services et augmentation de fait des maladies infectieuses, dont le paludisme<sup>10</sup>. Entre 2030 et 2050, l'OMS estime que le changement climatique sera chaque année à l'origine de 250 000 décès supplémentaires de causes évitables, dont le paludisme, la malnutrition, la diarrhée et le stress dû à la chaleur<sup>11</sup>. De plus en plus, l'initiative stratégique de financement d'urgence du Fonds mondial sert à répondre aux conséquences des catastrophes liées au climat, telles que les inondations catastrophiques au Pakistan et les déplacements de personnes liés à la sécheresse en Somalie<sup>12</sup>. Le lien entre changement climatique et santé est pourtant ténu dans les politiques, les programmes et les financements. Peu de partenaires traditionnels du Fonds mondial agissent à ce niveau.

5 Kumar, R. (2023-01-05). *From the Editor-in-Chief: Three Ways 2023 may define a new development era*. New York, Devex. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.devex.com/news/from-the-editor-in-chief-3-ways-2023-may-define-a-new-development-era-104723> (consulté le 24 février 2023).

6 *Council on Foreign Relations (2022-06-28). Where is the G7 headed?* Disponible à l'adresse suivante : <https://www.devex.com/news/from-the-editor-in-chief-3-ways-2023-may-define-a-new-development-era-104723> (consulté le 24 février 2023).

7 Stubbs T, Kentikelenis A, Gabor D, et al. (2023). *The return of austerity imperils global health*. *BMJ Global Health* 2023;8:e011620. doi:10.1136/bmjgh-2022-011620.

8 Organisation de coopération et de développement économiques (2023). *Coopération pour le développement 2023 : Quel système d'aide pour demain ?* Paris, OCDE. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.oecd.org/fr/cad/cooperation-pour-le-developpement-rapport-20747748.htm> (consulté le 19 août 2023).

9 Fonds monétaire international (janvier 2023). *Mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale*. Washington, DC, FMI.

10 Organisation mondiale de la Santé (2022a). *Review of IPCC Evidence 2022: Climate change, health and wellbeing*. Genève, OMS.

11 Organisation mondiale de la Santé (2021). *Principaux faits : Changement climatique et santé*. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/climate-change-and-health> (consulté le 18 juillet 2023).

12 Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (30 novembre 2022). *Communiqué de presse : Le Fonds mondial s'engage à verser plus de 21,9 millions de dollars US en fonds d'urgence aux familles qui subissent les crises climatiques au Pakistan et en Somalie*. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.theglobalfund.org/fr/news/2022/2022-11-30-the-global-fund-commits-over-usd21-9-million-emergency-funding-families-living-through-climate-crises-pakistan-somalia/> (consulté le 18 juillet 2023).

Dans plusieurs pays, on met ces crises à profit pour appeler au nationalisme, fermer l'espace civique, limiter les actions de plaidoyer des communautés et de la société civile et restreindre les droits humains et les libertés fondamentales<sup>13</sup>. Des actions visant à restreindre l'espace civique et le plaidoyer sont observées dans les pays donateurs et de mise en œuvre, y compris ceux sur lesquels le Fonds mondial centre son travail<sup>14</sup>. En 2023, seuls 10 des 126 pays bénéficiant des programmes d'investissement du Fonds mondial ont été classés comme « ouverts », ce qui signifie que la société civile peut y agir librement. Dans 97 de ces 126 pays, les organisations dirigées par la communauté et de la société civile sur lesquelles le Fonds mondial s'appuie pour accroître son impact et son efficacité sont confrontées à divers niveaux de risque, y compris la surveillance, l'intimidation par des acteurs étatiques et non étatiques puissants, le harcèlement bureaucratique, la radiation, la fermeture et, dans certains cas, la violence<sup>15</sup>. Les organisations historiquement confrontées à des lourdeurs juridiques et administratives écrasantes et au harcèlement, y compris celles dirigées par les communautés lesbiennes, homosexuelles, bisexuelles, transgenres, queers et intersexes (LGBTQI+), des travailleuses et travailleurs du sexe, des personnes qui consomment des drogues et d'autres populations criminalisées et marginalisées, sont spécifiquement ciblées et font face à des risques accrus dans de nombreux pays. Les organisations féministes et dirigées par des jeunes sont également de plus en plus attaquées<sup>16</sup>. Dans le même temps, les organisations dirigées par la communauté et de la société civile qui s'occupent des trois maladies ont plus de mal à obtenir un financement durable, en particulier pour les activités de sensibilisation et les coûts essentiels, même lorsqu'elles doivent faire face à des crises croisées et émergentes.

L'évolution du contexte géopolitique, les conflits, la crise financière actuelle, les effets du changement climatique, les changements dans l'architecture sanitaire mondiale et les pressions auxquelles font

face ses principaux défenseurs au sein de la société civile signifient que le Fonds mondial ne peut pas compter sur les réussites passées pour prédire les réussites futures. Le Fonds mondial doit à présent faire le point sur l'environnement et ses partenaires de plaidoyer et définir une ligne de conduite hautement stratégique pour consolider sa position au sein de l'architecture sanitaire mondiale et assurer la poursuite de son soutien financier et politique. Pour ce faire, le maintien et le renforcement de l'écosystème de plaidoyer sont primordiaux, notamment par l'intensification de la collaboration avec la société civile et les communautés et du soutien qu'il leur apporte, ainsi que par l'établissement de nouveaux partenariats. Cette feuille de route de plaidoyer aidera le Fonds mondial à naviguer plus efficacement dans cet environnement complexe, à tirer pleinement parti des opportunités qui s'offrent à lui et à mettre en œuvre sa stratégie 2023-2028 conjointement avec la société civile et les communautés.

### 1.3 Portée de la feuille de route

Cette feuille de route met l'accent sur l'action du Département de Plaidoyer politique et de la société civile, en collaboration avec d'autres équipes du Secrétariat.

Le Département de Plaidoyer politique et de la société civile siège au sein de la Division des Relations extérieures et de la Communication et travaille avec les communautés, la société civile et les responsables politiques pour renforcer et maintenir le soutien politique et financier à la lutte contre les trois maladies, ainsi qu'à la mission et à la stratégie du Fonds mondial. Il vise à développer, renforcer et diversifier le leadership et l'engagement des organisations dirigées par la communauté et de la société civile au sein de l'écosystème de plaidoyer dans le cadre de leurs efforts pour soutenir l'élan des ripostes au VIH, à la tuberculose et au paludisme,

13 CIVICUS (2022). Le pouvoir du peuple sous attaque 2021 : Un rapport fondé sur les données du Civicus Monitor. Johannesburg, CIVICUS.

14 CIVICUS Monitor (2023). Classements nationaux de l'espace civique : 38 classés comme ouverts, 42 classés comme rétrécis, 40 classés comme obstrués, 50 classés comme réprimés et 27 classés comme fermés. Disponible à l'adresse suivante : [www.monitor.civicus.org](http://www.monitor.civicus.org) (consulté le 16 mars 2023).

15 CIVICUS Monitor (2023).

16 CIVICUS (2022); Rogeband, C. and Krizsán, A. (2020). *Discussion Paper: Democratic Backsliding and the Backlash against Women's Rights: Understanding the Current Challenges for Feminist Politics*. New York : ONU Femmes ; Réseau mondial des projets sur le travail sexuel (2022). Document d'information : L'impact des mouvements anti-droits sur les travailleurSEs du sexe. Édimbourg : NSWP ; GATE (2023). *Impact of Anti-Gender Opposition on TGD and LGBTQI Movements: Global Report*. New York : GATE. CIVICUS, PITCH, Aidsfonds, Frontline AIDS and BZ (2020). *Activism and AIDS: Protect civil society's space to end the epidemic*; International Center for Not-for-Profit Law (2018). *Reinforcing Marginalization: The Impact of Closing Civic Space on HIV Response in Ethiopia, Kenya and Uganda*. Washington, D.C., ICNL.

contribuer au renforcement des systèmes de santé et à la préparation aux pandémies et créer des liens entre la santé, le changement climatique et d'autres facteurs qui ont un impact sur le travail du Fonds mondial. La feuille de route soutient les partenariats tissés avec les communautés et la société civile et leur participation significative dans les efforts de mobilisation des ressources et de communication du Fonds mondial. Elle vise à faire entendre la voix de ces partenaires, en collaboration avec les équipes de pays et le Département Communautés, Droits et Genre. Elle pilote aussi la participation avec les chefs d'État et de gouvernement, les ministères de la Santé et d'autres acteurs essentiels dans les pays de mise en œuvre quant aux efforts de reconstitution et de mobilisation des ressources.

La feuille de route de plaidoyer a pour objectif de définir les priorités et les actions destinées à soutenir et renforcer l'écosystème de plaidoyer, notamment en intensifiant la participation significative des communautés et de la société civile principalement dans la sensibilisation au niveau régional et mondial pour parvenir à un soutien politique et financier continu pour les ripostes au VIH, à la tuberculose et au paludisme et la mission du Fonds mondial, et faire en sorte que ces problématiques soient intégrées dans les ripostes plus larges de santé et de développement. En tant que telle, elle ne représente qu'une fraction du travail accompli par le Fonds mondial pour placer les communautés et la société civile au centre des ripostes aux trois maladies.

Afin d'éviter les doublons, cette feuille de route ne reflète pas les autres initiatives menées par le Secrétariat pour renforcer la participation des organisations dirigées par la communauté et de la société civile au sein des instances de coordination nationale (ICN), soutenir la mobilisation des ressources nationales ou renforcer la mise en œuvre de programmes par les communautés, ou accroître les investissements en faveur de l'équité en matière de santé, de l'égalité des genres et des droits humains dans le cadre des programmes soutenus par le Fonds mondial.

## 1.4 Objectifs de la feuille de route de plaidoyer

Cette feuille de route de plaidoyer a pour objet de :

1. Renforcer le leadership, la participation et le financement des communautés et de la société civile au sein de l'écosystème de plaidoyer du Fonds mondial.
2. Mobiliser un soutien financier accru pour les ripostes au VIH, à la tuberculose et au paludisme et la mission du Fonds mondial en partenariat avec les communautés et la société civile.
3. Accroître le soutien politique à la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme, tout en contribuant au renforcement des systèmes de santé, à la préparation et à la riposte aux pandémies, ainsi qu'à d'autres facteurs qui ont une incidence sur les activités du Fonds mondial, dans le contexte mondial en constante évolution de la santé et du développement.
4. Tirer parti de l'influence diplomatique du Fonds mondial pour protéger et promouvoir l'égalité des genres, les droits humains et l'équité et remettre en question les lois, les politiques et les pratiques néfastes et discriminatoires.

Ces objectifs se renforcent mutuellement et doivent être mis en œuvre de concert pour avoir le plus grand impact possible. Combinés, ils contribueront à un écosystème de plaidoyer plus robuste pour le VIH, la tuberculose et le paludisme, ainsi qu'au renforcement des systèmes de santé et à la préparation et à la riposte aux pandémies, et accéléreront les progrès vers l'objectif du Fonds mondial de mettre un terme aux épidémies de sida, de tuberculose et de paludisme.



## 2. Renforcer le leadership, la participation et le financement des communautés et de la société civile au sein de l'écosystème de plaidoyer du Fonds mondial

### 2.1

#### Résultats

- 1 Renforcement des partenariats de plaidoyer avec les principales organisations dirigées par la communauté et de la société civile, en particulier celles dirigées par des personnes vivant avec les trois maladies et touchées par celles-ci, les populations clés, les jeunes et les femmes.
- 2 Ponts établis entre les organisations dirigées par la communauté et de la société civile, y compris celles qui travaillent sur d'autres questions de santé mondiale et sur l'axe santé-climat.
- 3 Les organisations dirigées par la communauté et de la société civile au sein de l'écosystème de plaidoyer du Fonds mondial sont durables et disposent des ressources nécessaires pour faire leur travail.
- 4 Sensibilisation accrue en faveur des lois, politiques et pratiques qui protègent l'espace civique et soutiennent les organisations dirigées par la communauté et de la société civile.

### 2.2

#### Justification

Les organisations dirigées par la communauté et de la société civile sont au centre de la stratégie du Fonds mondial. Cependant, la hausse des attaques contre l'espace civique et la sensibilisation et l'accès limité au financement font qu'il est difficile pour les organisations de plaider en faveur de ripostes aux trois maladies, de ressources pour la santé et de l'obligation de rendre compte fondées sur les droits et équitables.

##### (a) Attaques contre le plaidoyer des communautés et de la société civile

L'**espace civique** subit des pressions croissantes depuis une dizaine d'années, les gouvernements du monde entier promulguant des restrictions sur l'enregistrement, le financement et les opérations des organisations dirigées par la communauté et de la société civile et supprimant les droits à l'information, à la liberté d'expression et à la liberté de manifestation<sup>17</sup>. Entre 2016 et 2021, l'International Center for Not-for-Profit Law (ICNL) a documenté plus de 265 mesures juridiques et administratives ayant des répercussions sur l'espace civique dans 91 pays<sup>18</sup>, y compris des actions visant à :

- avoir recours à des lois plus larges, comme celles contre le terrorisme, pour étouffer les discours dissidents ;
  - utiliser les technologies numériques pour accroître la surveillance des organisations dirigées par la communauté et de la société civile ;
  - bloquer leur capacité à contester les violations des droits devant les tribunaux nationaux et leur accès à d'autres mécanismes de responsabilité ;
  - restreindre le financement provenant de sources étrangères et/ou exiger que les organisations qui reçoivent des fonds étrangers s'enregistrent comme « agents étrangers » ;
  - établir des mesures administratives qui font obstacle à l'enregistrement et au fonctionnement.
- Les pays où les menaces qui pèsent sur le plaidoyer des communautés et de la société civile sont les plus graves coïncident avec les pays où le Fonds mondial concentre son action. Sur les 126 pays où le Fonds mondial soutient des programmes :
- 22 sont classés comme fermés, principalement en Afrique du Nord, en Asie centrale et du Sud et au

- restreindre la liberté d'expression, de réunion et d'association ;

<sup>17</sup> CIVICUS Monitor (2023).

<sup>18</sup> UNDP (2022b). *Strengthening Civic Space and Civil Society Engagement in the HIV Response*. New York, UNDP. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.undp.org/publications/strengthening-civic-space-and-civil-society-engagement-hiv-response> (consulté le 19 août 2023).



Moyen-Orient, où la répression est extrême et toute critique de l'État assortie de sanctions sévères ;

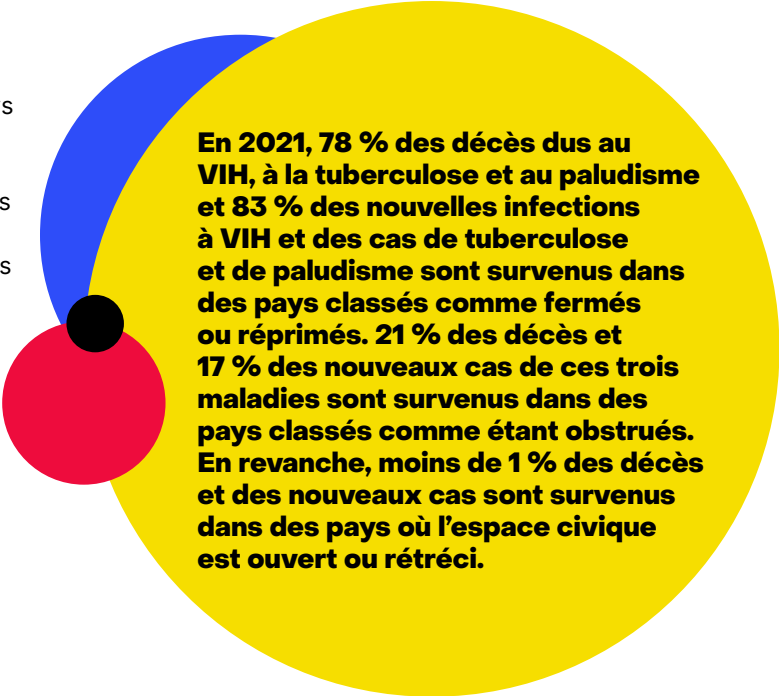
- 43 sont classés comme réprimés, principalement en Afrique, en Amérique centrale et en Asie ;
- 34 sont classés comme obstrués, principalement en Afrique et en Asie ;
- 20 sont classés comme rétrécis, avec des attaques ciblées contre la société civile ;
- seuls 10, où la société civile peut fonctionner librement, sont classés comme ouverts<sup>19</sup>.

Les pays où l'espace civique est restreint représentent une part importante du fardeau des trois maladies. En 2021, 78 % des décès dus au VIH, à la tuberculose et au paludisme et 83 % des nouvelles infections à VIH et des cas de tuberculose et de paludisme sont survenus dans des pays classés comme fermés ou réprimés. 21 % des décès et 17 % des nouveaux cas de ces trois maladies sont survenus dans des pays classés comme étant obstrués. En revanche, moins de 1 % des décès et des nouveaux cas sont survenus dans des pays où l'espace civique est ouvert ou rétréci<sup>20</sup>.

Le rétrécissement de l'espace de la société civile n'est pas propre aux pays de mise en œuvre. Cette tendance peut également être observée dans les pays donateurs, en phase avec la montée du populisme et de l'extrémisme<sup>21</sup>. Elle s'accompagne souvent d'un resserrement des frontières nationales, de restrictions quant aux droits humains et à l'autonomie corporelle et d'une focalisation accrue sur les priorités nationales au détriment de la solidarité et de la coopération mondiales.

Ce sont précisément les communautés les plus durement touchées par ces trois maladies et celles qui les défendent qui sont souvent les plus exposées aux risques de répression gouvernementale. Les organisations LGBTQI+, les organisations dirigées par des travailleuses et travailleurs du sexe, les organisations de réduction des risques et les organisations dirigées par des personnes qui

consomment des drogues ont toujours fait face dans leur fonctionnement à des défis juridiques et administratifs importants. De plus en plus, les organisations féministes et de défense des droits des femmes et celles qui se consacrent aux droits humains, à l'environnement et à la jeunesse sont également prises pour cible<sup>22</sup>. Dans de nombreux pays, ces organisations dirigées par la communauté et de la société civile ont fait l'objet de harcèlement, ont été contraintes de fermer ou n'ont pas été autorisées à s'enregistrer, ce qui a eu des conséquences négatives, en particulier pour leur travail auprès des populations clés et vulnérables. Dans de nombreux cas, les personnes LGBTQI+, les travailleuses et travailleurs du sexe, les personnes qui consomment des drogues et les personnes associées à des organisations apparentées ont été arrêtés et poursuivis, soumis à des violences et, parfois, assassinés<sup>23</sup>. Certains gouvernements travaillent en coopération avec d'autres acteurs non étatiques, y compris d'autres organisations de la société civile ou des institutions et des chefs religieux, pour cibler les organisations qui œuvrent dans le domaine de l'égalité des genres et des droits humains<sup>24</sup>.



**En 2021, 78 % des décès dus au VIH, à la tuberculose et au paludisme et 83 % des nouvelles infections à VIH et des cas de tuberculose et de paludisme sont survenus dans des pays classés comme fermés ou réprimés. 21 % des décès et 17 % des nouveaux cas de ces trois maladies sont survenus dans des pays classés comme étant obstrués. En revanche, moins de 1 % des décès et des nouveaux cas sont survenus dans des pays où l'espace civique est ouvert ou rétréci.**

19 CIVICUS Monitor (2023). Analyse des pays du Fonds mondial archivée par le Fonds mondial.

20 Analyse archivée par le Fonds mondial, fondée sur les données épidémiologiques de l'OMS et d'ONUSIDA.

21 CIVICUS Monitor (2023).

22 CIVICUS (2022).

23 CIVICUS, PITCH, Aidsfonds, Frontline AIDS and BZ (2020) ; International Center for Not-for-Profit Law (2018) ; Rogeband, C. and Krizsán, A. (2020); Réseau mondial des projets sur le travail sexuel (2022) ; GATE (2023) ; CIVICUS (2023), Le pouvoir du peuple sous attaque 2022 : Un rapport fondé sur les données du CIVICUS Monitor. Johannesburg, CIVICUS.

24 CIVICUS, PITCH, Aidsfonds, Frontline AIDS and BZ (2020); Pousadela, I.M. and Perera, D.R. (2021), *The Enemy Within? Anti-Rights Groups and Restrictions on Civil Society*. Glob Policy, 12:34-44. <https://doi.org/10.1111/1758-5899.12981>

Pour beaucoup de gouvernements, le nombre croissant de jeunes gens est considéré comme un « problème à résoudre et une menace à contenir » en raison de stéréotypes négatifs qui les voient comme des sources de soulèvement politique ou de violence<sup>25</sup>. Dans de nombreux pays, cette perception s'est renforcée à mesure que les jeunes citoyens sont descendus dans la rue pour protester contre les problématiques liées au changement climatique, aux conflits et aux inégalités dont l'impact est significatif sur la capacité de la jeunesse à vivre une vie saine, sûre et productive<sup>26</sup>. Les organisations dirigées par des jeunes, en particulier celles au service de la jeunesse, font face à des obstacles similaires à ceux rencontrés par d'autres organisations dirigées par la communauté et de la société civile. Cependant, les lacunes en matière de capacités, l'expérience limitée et la faiblesse des réseaux et des liens avec d'autres organisations dirigées par la communauté et de la société civile ne facilitent pas la tâche des plus jeunes quand il s'agit de gérer les tracasseries administratives et juridiques.

Les défis auxquels les organisations sont confrontées au niveau national se reflètent également dans d'autres espaces de prise de décision au niveau régional, international et de l'ONU, où les gouvernements contrôlent l'accès et ont utilisé leur pouvoir pour bloquer la participation des organisations dirigées par la communauté et de la société civile se consacrant aux droits des populations LGBTQI+, aux droits des travailleuses et travailleurs du sexe, à la réduction des risques et aux droits des personnes qui consomment des drogues, à la santé et aux droits en matière de santé sexuelle et reproductive et à d'autres sujets politiquement sensibles<sup>27</sup>.

## **(b) Baisse des financements pour le plaidoyer des communautés et de la société civile**

De nombreux partenaires de plaidoyer du Fonds mondial, aussi bien régis par la communauté que de la société civile, œuvrent avec des budgets réduits et n'ont que peu de flexibilité pour mener leurs actions de sensibilisation.

Le financement des actions de plaidoyer est un défi particulier : la plupart des gouvernements préfèrent financer les organisations dirigées par la communauté et de la société civile pour qu'elles fournissent des services, plutôt que pour mener des actions de plaidoyer qui visent à modifier les lois ou les politiques ou à tenir les dirigeants politiques pour responsables<sup>28</sup>. Les restrictions imposées par l'État concernant le financement des organisations dirigées par la communauté et de la société civile, comme indiqué au paragraphe 2.2(a) ci-dessus, ont des répercussions particulières sur les organisations qui mènent des activités de sensibilisation, en particulier sur les questions liées aux droits humains et aux populations clés<sup>29</sup>. En effet, les preuves montrent que les organisations dirigées par la communauté et de la société civile sont plus susceptibles de faire l'objet de restrictions lorsqu'elles « agissent en faveur de la démocratie, de la bonne gouvernance et des droits humains ou sont impliquées dans des actions de plaidoyer, expriment leur désaccord ou tentent de faire appliquer l'obligation de rendre compte, au lieu de se comporter comme de simples prestataires de services »<sup>30</sup>.

En même temps, les gouvernements donateurs et les fondations qui soutiennent le plaidoyer en faveur des droits humains sont plus susceptibles de financer directement les organisations dans les pays développés pour leur action dans les pays de mise en œuvre que les organisations locales<sup>31</sup>. Cette tendance se reflète plus largement dans le financement de la

25 UNFPA (2023). Huit milliards d'humains, un horizon infini de possibilités : défendre les droits et la liberté de choix. New York, UNFPA.

26 UNFPA (2023).

27 Voir notamment Devex (6 février 2020), *For many human rights NGOs, UN access remains out of reach*. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.devex.com/news/for-many-human-rights-ngos-un-access-remains-out-of-reach-96516> (consulté le 21 février 2023) ; CIVICUS, PITCH, Aidsfonds, Frontline AIDS and BZ (2020).

28 Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (2017). Difficultés rencontrées par les organisations de la société civile actives dans le domaine des droits de l'homme dans l'UE. Luxembourg : EUFRA ; Barr, D. and the National Health Advocacy Funding Coalition (2023). *Internal paper: The Case for Funding National Advocacy for Health by Civil Society*. Disponible à l'adresse suivante : [http://fra.europa.eu/sites/default/files/fra\\_uploads/fra-2018-challenges-facing-civil-society-summary\\_fr.pdf](http://fra.europa.eu/sites/default/files/fra_uploads/fra-2018-challenges-facing-civil-society-summary_fr.pdf) (consulté le 19 août 2023).

29 CIVICUS, PITCH, Aidsfonds, Frontline AIDS and BZ (2020) ; International Center for Not-for-Profit Law (2018).

30 Aho, E. and J. Grinde (2017). *Shrinking Space for Civil Society: Challenges in Implementing the 2030 Agenda*. Stockholm: Forum Syd, cité dans Barr, D. and the National Health Advocacy Funding Coalition (2023).

31 Candid and the Human Rights Funders Network (2022). *Advancing Human Rights: Annual Review of Global Foundation Grantmaking*. New York, Candid.

santé : en 2020, à peine 7 % des financements de donateurs pour la santé provenant des membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sont allés à des organisations dirigées par la communauté et de la société civile dans les pays de mise en œuvre, tandis que 50 % du financement philanthropique privé pour le VIH ont été versés à des organisations dans les pays de mise en œuvre<sup>32</sup>. Bien qu'une partie du financement destiné aux organisations de la société civile internationales et des pays donateurs soit ensuite acheminée vers les organisations dirigées par la communauté et de la société civile dans les pays de mise en œuvre, la réalité est que nombre d'entre elles n'ont « quasiment pas d'autre choix que de mettre en œuvre les programmes avec ou pour le compte des organisations de la société civile internationales qui contrôlent à la fois le financement et les priorités programmatiques »<sup>33</sup>.

Les organismes philanthropiques privés ont toujours été une source essentielle de soutien aux actions de plaidoyer, en particulier pour les organisations dirigées par la communauté et de la société civile qui se consacrent aux droits humains, à l'égalité des genres et aux droits des populations clés. Cependant, leur nombre est en diminution dans les domaines du VIH, de la tuberculose et du paludisme. En 2020, seuls deux donateurs, la Fondation Bill et Melinda Gates et Gilead, étaient à l'origine de 67 % du financement destiné aux organisations dirigées par la communauté et de la société civile travaillant sur le VIH, la majeure partie de ces fonds étant consacrée à la prestation de services<sup>34</sup>.

En outre, de nombreuses organisations dirigées par la communauté et de la société civile éprouvent des difficultés à gérer des processus fastidieux et hermétiques pour accéder aux fonds et rendre des comptes ou bien satisfaire aux exigences de cofinancement ou liées à la taille du budget, ou sont limitées dans leurs activités par les restrictions

imposées par les donateurs quant aux zones géographiques où les actions de plaidoyer peuvent avoir lieu ou aux types d'actions de plaidoyer qu'elles peuvent mener<sup>35</sup>. Les organisations de jeunesse, en particulier celles dirigées par des populations clés jeunes, font face à des défis supplémentaires en raison de lacunes plus importantes dans leur capacité à collecter des fonds, de l'accès limité aux donateurs et des attentes des donneurs d'ordre quant à une main-d'œuvre essentiellement bénévole<sup>36</sup>.

Par conséquent, les financements destinés au soutien opérationnel général et au plaidoyer sont souvent difficiles à mobiliser et à maintenir pour les organisations dirigées par la communauté et de la société civile, en particulier dans les pays de mise en œuvre. Comme l'a récemment fait remarquer le Conseil international des ONG de lutte contre le sida (ICASO), face à l'hostilité croissante vis-à-vis de l'égalité des genres et des droits humains, en particulier à l'endroit des populations clés, et à un moment où les progrès sur les trois maladies sont en péril, « les organisations de la société civile qui mènent des actions de plaidoyer, d'éducation, de suivi de la santé communautaire, de prestation de services communautaires de première ligne, de surveillance des droits humains et d'engagement auprès des donateurs ont besoin de plus de financement et de partenariats à plus long terme, et non le contraire »<sup>37</sup>.

## 2.3 Implications pour le Fonds mondial

Le Fonds mondial se distingue par son engagement auprès des organisations dirigées par la communauté et de la société civile, y compris celles dirigées par des populations clés, à tous les niveaux de la prise de décision. Il est souvent cité par ces organisations

32 Organisation de coopération et de développement économiques (2022). Aide aux organisations de la société civile : Statistiques basées sur la notification des membres du CAD au Système de Notification des Pays Créanciers (SNPC), 2019-2020. Paris, OCDE. Funders Concerned About AIDS (2022).

33 Barr, D. and the National Health Advocacy Funding Coalition (2023).

34 Funders Concerned About AIDS (2022), *Philanthropic support to address HIV and AIDS in 2020*. Washington, D.C., FCAA. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.fcaaid.org/wp-content/uploads/2022/05/Philanthropic-Support-to-Address-HIV-and-AIDS-in-2020-FINAL.pdf> (consulté le 19 août 2023).

35 Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (2017) ; Stacey, M., Hikuam, F., Chingore-Munazvo, N., Ofield-Kerr, A. & Armstrong, R. (2020). *Expanding Needs, Diminishing Means, AIDS and Rights Alliance of Southern Africa (ARASA)*.

36 Development Alternative (2019). *Towards a Thriving, Credible and Sustainable Youth Civil Society*. Disponible à l'adresse suivante : <https://restlessdevelopment.org/wp-content/uploads/2020/07/Development-Alternative-Youth-Civil-Society-Report.pdf>

37 International Council of AIDS Service Organizations (16 May 2023). *Defining a new AIDS activist agenda for a new era*. Disponible à l'adresse suivante : <https://icaso.org/wp-content/uploads/2023/05/Statement-of-the-Board-of-Directors-of-ICASO.pdf> (consulté le 21 juillet 2023).

comme un exemple que d'autres organisations de santé et de développement devraient suivre. Dans de nombreux cas, il a ouvert des portes et renforcé la participation de la communauté et de la société civile dans la prise de décision au niveau des pays. Le Fonds mondial s'est engagé à assurer une vigilance continue sur l'espace civique et à utiliser son influence diplomatique pour contribuer à la protection de cet espace là où il est menacé<sup>38</sup>.

Le Fonds mondial bénéficie déjà d'un soutien solide de la part des organisations qui travaillent spécifiquement sur les trois maladies, ainsi que des organisations dirigées par la communauté qui sont à la fois le moteur et le bénéficiaire de ses impacts. Ces organisations sont celles qui se consacrent quotidiennement au plaidoyer concernant les trois maladies et aux questions de santé connexes et dont le niveau d'expertise et d'expérience est le plus élevé. Les partenariats de longue date du Fonds mondial ne peuvent toutefois pas être considérés comme acquis, en particulier dans un contexte de fermeture de l'espace civique, d'attaques contre les populations clés et de diminution ou de stabilisation du financement. Le renforcement du soutien et des partenariats avec cette base d'organisations afin qu'elles puissent poursuivre et accentuer leur plaidoyer pour le Fonds mondial est une priorité pour les années à venir à des fins de réussite à long terme.

Le Fonds mondial doit également renforcer les partenariats avec certains groupes moins bien représentés, mais qui sont de fervents militants, bénéficient directement du travail du Fonds mondial et peuvent attester de son impact, comme les organisations et les réseaux dirigés par des travailleuses et travailleurs du sexe, des personnes qui consomment des drogues, des hommes qui ont des relations sexuelles avec des hommes et des personnes transgenres, ainsi que des organisations féminines et de jeunesse. C'est d'autant plus important compte tenu des attaques auxquelles un grand nombre de ces organisations sont confrontées.

De même, les organisations qui travaillent sur la couverture sanitaire universelle et les soins de santé primaires peuvent également être de précieux alliés. Leur soutien en faveur de l'intégration efficace dans les soins de santé primaires et la couverture sanitaire universelle de services de qualité en matière de VIH, de tuberculose et de paludisme, tout en favorisant des systèmes communautaires solides, sera important à mesure que les pays s'emploieront à mettre en place des systèmes résistants et pérennes pour la santé (SRPS). Leur plaidoyer sera particulièrement crucial pour aider à s'assurer que les programmes de couverture sanitaire universelle et les SRPS sont conçus et mis en œuvre pour être inclusifs et pour surmonter les obstacles qui empêchent de nombreuses personnes d'obtenir les soins dont elles ont besoin<sup>39</sup>.

Les organisations qui travaillent sur des sujets comme la justice climatique, la pauvreté, le handicap et la santé mentale (aggravés par les pandémies et pouvant accroître la vulnérabilité aux trois maladies) peuvent également être de solides alliées.

En impliquant de nouveaux partenaires, le Fonds mondial devra agir de manière proactive afin de jeter des ponts entre ceux-ci et les partenaires existants. Cela contribuera à renforcer la solidarité autour des causes connexes, à accroître la force et l'impact du plaidoyer communautaire et de la société civile, et au final l'impact du Fonds mondial.


38 Friends of the Global Fight Against AIDS, Tuberculosis and Malaria (January 2019). Issue Brief: Backing Civil Society to End the AIDS, Tuberculosis and Malaria Epidemics. Washington, D.C., FGF. Disponible à l'adresse suivante : [https://www.theglobalfight.org/wp-content/uploads/2019/01/190111-Civil-Society-Issue-Brief\\_digital.pdf](https://www.theglobalfight.org/wp-content/uploads/2019/01/190111-Civil-Society-Issue-Brief_digital.pdf) (consulté le 19 août 2023).

39 Barr, D. and the National Health Advocacy Funding Coalition (2023).

## 2.4 Liens vers la stratégie du Fonds mondial

Les organisations dirigées par la communauté et de la société civile jouent un rôle central dans la mise en œuvre de la stratégie du Fonds mondial. Dans cette stratégie, le Fonds mondial s'engage à prendre des mesures spécifiques pour renforcer la participation des communautés et de la société civile dans la mise en œuvre des programmes de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme, en vue de mettre un terme aux trois maladies.

La stratégie englobe aussi trois objectifs qui se renforcent et se complètent mutuellement, avec les communautés au centre du processus. Il s'agit de maximiser premièrement la participation et le leadership des communautés les plus touchées pour ne laisser personne de côté, deuxièmement des systèmes pour la santé intégrés centrés sur les personnes dans un but d'impact, de résilience et de pérennité, et dernièrement l'équité en matière de santé, l'égalité des genres et les droits humains. Dans le cadre de ces objectifs, le Fonds mondial s'engage, entre autres, à plaider en faveur de la protection et/ou de l'expansion de l'espace civique, à appuyer et accentuer le plaidoyer, le leadership et l'engagement menés par la communauté et la société civile dans la prise de décision, la mise en œuvre et le suivi et à élargir les partenariats avec les communautés vivant avec des problématiques de santé émergentes et connexes et touchées par celles-ci afin de soutenir des systèmes de santé plus inclusifs, réactifs et efficaces.



**Les organisations dirigées par la communauté et de la société civile jouent un rôle central dans la mise en œuvre de la stratégie du Fonds mondial.**

## 2.5 Actions clés

### RÉSULTAT 1

**Renforcement des partenariats de plaidoyer avec les principales organisations dirigées par la communauté et de la société civile, en particulier celles dirigées par des personnes vivant avec les trois maladies et touchées par celles-ci, les populations clés, les jeunes et les femmes.**

#### Mesures

- a** Établir une première cartographie des partenaires de plaidoyer du Département de Plaidoyer politique et de la société civile afin de déterminer les forces, les faiblesses et les lacunes des partenariats existants, y compris en ce qui concerne la stratégie 2023-2028.
- b** Participer aux réunions fixes du Réseau des défenseurs du Fonds mondial (GFAN) avec les communautés et la société civile et partager régulièrement des informations, solliciter des commentaires et faire avancer conjointement les priorités de plaidoyer.
- c** Veiller à ce que les représentants d'organisations dirigées par la communauté, y compris par des populations clés et vulnérables et des jeunes, participent activement aux espaces politiques et de plaidoyer de première importance.
- Les inclure régulièrement dans les panels et les événements organisés par le Fonds mondial pour qu'ils présentent leurs propres points de vue et leurs priorités en matière de plaidoyer.
  - Utiliser l'influence diplomatique et l'accès aux espaces décisionnels du Fonds mondial pour plaider en faveur d'un espace ouvert pour leur engagement et leur participation.
  - Les inviter en tant que partenaires aux réunions avec les principaux décisionnaires, y compris les chefs de gouvernement, les parlementaires et les donateurs, dans la mesure où cela est sûr et réalisable.
  - Dans la mesure du possible, fournir des fonds pour faciliter la participation et l'engagement dans les forums de plaidoyer aux niveaux régional et mondial.
- d** Collaborer avec les organisations dirigées par la communauté, y compris par des populations clés et vulnérables et des jeunes, sur les campagnes de communication et la diffusion de messages pilotées par le Fonds mondial.
- Collaborer sur la diffusion de messages autour de journées et d'événements internationaux de premier plan.
  - Recueillir et diffuser des témoignages sur l'impact de leur plaidoyer et leur rôle dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des programmes soutenus par le Fonds mondial.
  - Amplifier et partager les messages et les campagnes des organisations dirigées par la communauté via les réseaux sociaux du Fonds mondial.

## RÉSULTAT 2

**Ponts établis entre les organisations dirigées par la communauté et de la société civile, y compris celles qui travaillent sur d'autres questions de santé mondiale et sur l'axe santé-climat.**

### Mesures

- a** Organiser un ou deux échanges par an entre les organisations dirigées par la communauté et de la société civile qui travaillent sur les trois maladies et les organisations qui s'occupent des questions de santé mondiale, telles que les SRPS, la couverture sanitaire universelle, la santé mentale, le handicap ou la justice climatique, de manière à renforcer les approches transversales relatives aux trois maladies et identifier les synergies et les possibilités d'action conjointe.
- b** Renforcer les relations entre les organisations et les réseaux dirigés par des jeunes et les autres organisations dirigées par la communauté et de la société civile au sein de l'écosystème de plaidoyer du Fonds mondial.
- Encourager la participation active et la collaboration avec les organisations dirigées par des jeunes dans les espaces du Réseau des défenseurs du Fonds mondial.
  - Faciliter les occasions de dialogue et d'échange.
  - Faciliter les possibilités de développement des capacités et de mentorat, notamment par l'intermédiaire de projets ou d'initiatives conjoints.
- c** Organiser des événements publics faisant la promotion d'approches transversales et examiner les liens entre les trois maladies et les questions de santé mondiale, y compris les SRPS, la couverture sanitaire universelle, la préparation et la riposte aux pandémies, la santé mentale, le handicap et la justice climatique.
- d** En collaboration avec les organisations dirigées par la communauté et de la société civile, élaborer des messages et des campagnes médiatiques sur les recoupements entre les trois maladies et les SRPS, la couverture sanitaire universelle, la préparation et la riposte aux pandémies, la santé mentale, le handicap et la justice climatique.



### RÉSULTAT 3

**Les organisations dirigées par la communauté et de la société civile au sein de l'écosystème de plaidoyer du Fonds mondial sont durables et disposent des ressources nécessaires pour remplir leur office.**

#### Mesures

- a** À partir du budget annuel du Département de Plaidoyer politique et de la société civile, et dans la mesure du possible, allouer des fonds aux organisations dirigées par la communauté et de la société civile, y compris celles dirigées par des populations clés et vulnérables et des jeunes, afin de coordonner et de mener des actions de plaidoyer sur les trois maladies et à l'appui de la mission du Fonds mondial aux niveaux national, régional et mondial.
- b** Inciter et suivre les investissements dans les organisations dirigées par la communauté et de la société civile par le biais de subventions du Fonds mondial.
- Effectuer une évaluation de base des subventions du cycle 7 (CS7) dans un sous-ensemble de pays clés afin d'analyser le montant du financement à destination d'organisations dirigées par la communauté et de la société civile et le nombre de bénéficiaires principaux relevant de telles organisations.
  - Sur la base de l'évaluation et si c'est pertinent, revoir les politiques et les processus du Fonds mondial et utiliser les outils d'établissement des subventions pour encourager des investissements plus importants dans les organisations dirigées par la communauté et de la société civile.
  - Recueillir et communiquer des données sur l'impact des investissements des subventions du Fonds mondial dans la communauté et la société civile.
- c** Soutenir les organisations dirigées par la communauté et de la société civile afin de trouver des sources indépendantes de financement et faciliter les contacts et le dialogue entre elles et d'autres donateurs, y compris organisations multilatérales, gouvernements, secteur privé et fondations privées, si possible.

---

**RÉSULTAT 4****Sensibilisation accrue en faveur des lois, politiques et pratiques qui protègent l'espace civique et soutiennent les organisations dirigées par la communauté et de la société civile.**

---

**Mesures**

- a** Développer des messages sur le soutien du Fonds mondial à l'espace civique et sur l'importance de veiller à ce que les organisations dirigées par la communauté et de la société civile puissent agir librement sur les réseaux sociaux, dans les médias traditionnels et dans les rapports du Fonds mondial et les diffuser de manière cohérente.
- 
- b** Plaider en faveur d'engagements qui renforcent l'espace civique et la participation significative des organisations dirigées par la communauté et de la société civile dans les forums politiques régionaux et mondiaux.
- 
- c** Tirer parti de l'influence du Fonds mondial pour plaider auprès des gouvernements et de décideurs en faveur de l'implication des communautés et de la société civile dans d'autres instances de décision dans le domaine de la santé.
- Partager l'expérience du Fonds mondial en tant que pratiques exemplaires.
  - Utiliser l'accès éventuel du Fonds mondial à d'autres forums sur la santé pour ouvrir l'espace aux organisations dirigées par la communauté et de la société civile et amplifier les messages qu'elles portent.
- 
- d** Durant les missions dans le pays menées par les dirigeants du Fonds mondial, les équipes de pays et les gestionnaires de portefeuille du Fonds, prévoir de rencontrer la société civile et les communautés, tel qu'énoncé dans la stratégie.
- 
- e** Dans les pays où les lois ou règlements existants ou proposés ont une incidence sur l'engagement des organisations dirigées par la communauté ou de la société civile dans les processus et les subventions du Fonds mondial, travailler avec les organisations concernées pour comprendre la nature de la menace et soutenir le plaidoyer en faveur du changement, y compris par l'intermédiaire de l'influence diplomatique du Fonds mondial.
-

## 3. Mobiliser un soutien financier accru pour le Fonds mondial et les ripostes au VIH, à la tuberculose et au paludisme en partenariat avec les organisations dirigées par la communauté et de la société civile

### 3.1

#### Résultats

- 1 Participation accrue des organisations dirigées par la communauté et de la société civile au plaidoyer pour la mobilisation des ressources.
- 2 Accentuation de la coordination et de la collaboration entre les organisations dirigées par la communauté et de la société civile, les organismes philanthropiques privés et le secteur privé en faveur de la mobilisation des ressources.

### 3.2

#### Justification

Alors que la planète se remet toujours du COVID-19, le Fonds monétaire international ne cesse de signaler les faiblesses de l'économie mondiale<sup>40</sup>. Cette incertitude économique a des répercussions importantes sur la santé et le développement, ce qui pourrait entraîner des réductions des fonds disponibles pour les dépenses de santé nationales dans les pays de mise en œuvre et pour l'aide publique au développement dans les pays en développement. Cela pourrait, par la suite, s'ajouter au recul des progrès de la lutte contre les trois maladies et, pour le Fonds mondial, rendre plus difficile la collecte de fonds supplémentaires à l'avenir. Grâce en grande partie aux actions de plaidoyer concertées et enthousiastes des communautés et de la société civile, le Fonds mondial a réussi en 2022 à surmonter ces obstacles et à réaliser la reconstitution des ressources la plus importante à ce jour, soit un montant de 15,7 milliards de dollars US. Cependant, sa croissance future n'est pas assurée.

La stratégie du Fonds mondial vise à « insister davantage sur la pérennité programmatique et financière pour garantir que les progrès que nous réalisons peuvent résister aux chocs et aux reculs et que la dynamique peut être maintenue »<sup>41</sup>. Dans le contexte actuel, la réalisation de cet objectif nécessitera un plaidoyer de plus en plus important et des partenariats nouveaux et innovants avec la société civile et d'autres intervenants clés.

#### (a) Le plaidoyer des communautés et de la société civile est essentiel au succès de la reconstitution des ressources du Fonds mondial

La société civile et les communautés plaident en faveur de la reconstitution des ressources du Fonds mondial, car elles ont une connaissance directe de l'impact du Fonds mondial au niveau national. La passion et l'engagement qu'elles apportent au processus ne peuvent pas être reproduits par d'autres acteurs et ont une puissante influence sur les donateurs. Cet aspect est essentiel à la réussite du Fonds mondial.

Tout au long de la campagne de la septième reconstitution des ressources, le Département de Plaidoyer politique et de la société civile, conjointement avec le Département des Relations avec les donateurs et le Département de la Participation du secteur privé, a joué un rôle de premier plan dans le renforcement et la diversification des relations avec les organisations dirigées par la communauté et de la société civile, dans l'apport de fonds pour accompagner et maintenir leurs efforts et dans la coordination et l'élaboration de stratégies avec ces organisations pour assurer un impact maximal de leur plaidoyer et de celui du Fonds mondial. Les relations entretenues par les Départements de Plaidoyer politique et de la société civile, des Relations avec les donateurs et de la Participation du secteur privé se sont révélées capitales pour ouvrir des portes dans tous les contextes et identifier et former des porte-drapeaux pour la septième reconstitution des ressources.

40 Fonds monétaire international (janvier 2023). Mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale. Washington, DC, FMI.

41 Approbation du texte définitif de la stratégie du Fonds mondial, 46<sup>e</sup> réunion du Conseil d'administration, 8 novembre 2021. Disponible à l'adresse suivante : [https://www.theglobalfund.org/media/11494/bm46\\_03-strategy-narrative\\_report\\_fr.pdf](https://www.theglobalfund.org/media/11494/bm46_03-strategy-narrative_report_fr.pdf) (consulté le 19 août 2023).

**L'argumentaire d'investissement du Fonds mondial repose en partie sur l'effet de levier des augmentations des ressources nationales pour la santé dans les pays de mise en œuvre.**

L'ampleur et la portée des actions de plaidoyer de la société civile au cours de la campagne de la septième reconstitution des ressources ont été sans précédent. Les principaux réseaux mondiaux et régionaux ont mobilisé des organisations dirigées par la communauté et de la société civile et coordonné des campagnes d'envergure. Sur les marchés donateurs clés, le rôle de ces organisations a été essentiel ; elles ont influencé les décideurs et fait en sorte qu'ils sachent que leurs investissements dans le Fonds mondial bénéficiaient d'un soutien politique et populaire.

En outre, nombre de ces organisations au niveau local ont participé pour la première fois à des efforts de plaidoyer en faveur de la reconstitution des ressources, mettant en lumière l'impact des actions du Fonds mondial sur les femmes et les filles, les populations clés, les jeunes, les personnes vivant avec le VIH et les personnes atteintes de troubles mentaux. Les organisations dirigées par la communauté qui mettent en œuvre les subventions du Fonds mondial dans des pays comme l'Afrique du Sud et l'Ukraine ont contribué à démontrer de manière efficace et très concrète comment le Fonds mondial sauve et change des vies.

Ensemble, les réseaux et les organisations dirigés par la communauté et de la société civile ont rédigé et signé plus de 550 courriers adressés aux gouvernements donateurs, participé à des actions, fait entendre leur voix dans des campagnes sur les réseaux sociaux, rencontré leurs gouvernements et donateurs, partagé des histoires personnelles sur l'impact du Fonds mondial et sensibilisé leurs communautés au Fonds mondial. La coordination, les liens et les collaborations entre les défenseurs aux niveaux mondial, national et régional ont été particulièrement importants pour faire pression sur les principaux donateurs à des moments stratégiques de cette campagne. Les principaux décideurs ont entendu les demandes de soutien supplémentaire de la part des organisations de la société civile de leur pays. Mais ils ont également entendu les mêmes demandes directement de la part des communautés qui sont les plus concernées par le Fonds mondial

et son soutien. Que ces messages sur l'efficacité du Fonds mondial proviennent de canaux, de points de vue et de lieux d'influence multiples et différents a fourni aux donateurs une bonne raison d'augmenter leurs promesses de don.

Cependant, l'utilité du plaidoyer communautaire et de la société civile ne se limite pas aux campagnes de reconstitution. C'est le fruit des années de travail effectué entre-temps pour :

- maintenir le Fonds mondial et le VIH, la tuberculose et le paludisme à l'ordre du jour des parlementaires et des principaux décideurs gouvernementaux ;
- influencer les politiques de santé et de développement mondiales qui permettent aux pays donateurs de contribuer au Fonds mondial ;
- plaider en faveur de la conversion des promesses de dons en financement réalisé ;
- assurer la mise en œuvre réussie des programmes et la participation de la société civile et des communautés au niveau des pays ;
- plaider auprès des pays de mise en œuvre en faveur de l'augmentation des ressources nationales pour la santé ;
- établir une crédibilité et des relations qu'ils peuvent exploiter au moment de demander le renouvellement ou l'augmentation des financements.

Les investissements du Fonds mondial pour soutenir ces actions seront essentiels au succès des efforts de reconstitution futurs, ainsi qu'à la mise en œuvre de programmes solides au niveau des pays, en particulier compte tenu des problématiques de financement national et de l'aide au développement décrits ci-dessous.

**(b) De nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire sont confrontés à une crise de la dette**

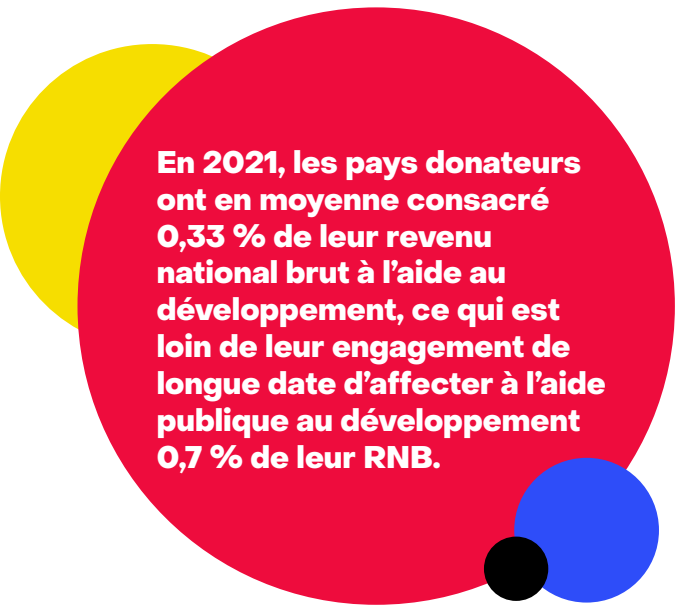
L'argumentaire d'investissement du Fonds mondial repose en partie sur l'effet de levier des augmentations des ressources nationales pour la santé dans les pays de mise en œuvre. La réalité est cependant qu'il pourrait être de plus en plus difficile pour les pays en développement d'augmenter leurs investissements dans la santé au niveau national en raison d'une crise de la dette émergente. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

(CNUCED) estime qu'à l'heure actuelle, 46 pays en développement sont gravement exposés à des chocs économiques multiples et 48 autres sont sérieusement exposés<sup>42</sup>. L'impact sur les investissements en santé est important : en 2022, les pays à revenu faible ou intermédiaire ont en moyenne dépensé une part plus importante de leur RNB pour le service de la dette que pour la santé<sup>43</sup>. Si des mesures ne sont pas prises rapidement, les experts estiment que la crise pourrait ouvrir une nouvelle ère d'austérité qui se traduirait par des réductions des dépenses publiques, y compris des services de santé, au profit du service de la dette.

### (c) Les budgets consacrés à l'aide sont menacés

L'évolution des tendances de l'aide au développement soulève des questions sur le financement futur du Fonds mondial en tant qu'institution qui tire la majeure partie de son financement des budgets traditionnels de l'aide publique au développement. En 2021, les pays donateurs ont en moyenne consacré 0,33 % de leur revenu national brut à l'aide au développement, ce qui est loin de leur engagement de longue date d'affecter à l'aide publique au développement 0,7 % de leur RNB. Certains pays ont fixé des objectifs pour atteindre 0,7 % d'ici 2030 et sont toujours en bonne voie. Toutefois, plusieurs pays ont également annoncé leur intention de réduire les budgets consacrés à l'aide, y compris d'importants donateurs du Fonds mondial<sup>44</sup>.

Dans un contexte où les budgets consacrés à l'aide n'augmentent pas de manière significative, les gouvernements donateurs répartissent ces budgets entre de multiples priorités, y compris de nouveaux objectifs de financement pour le changement climatique, ainsi que les ripostes urgentes au COVID-19, à l'insécurité alimentaire, aux conflits et aux crises humanitaires. Par exemple, depuis 2010, les aides attribuées aux crises humanitaires et les coûts des réfugiés dans les pays donateurs ont augmenté de 111 % et 242 %, respectivement<sup>45</sup>. Alors que les financements consacrés à la santé ont considérablement augmenté ces dernières années, en grande partie en raison de la hausse des investissements pour répondre au COVID-19, le



**En 2021, les pays donateurs ont en moyenne consacré 0,33 % de leur revenu national brut à l'aide au développement, ce qui est loin de leur engagement de longue date d'affecter à l'aide publique au développement 0,7 % de leur RNB.**

financement de la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme est resté relativement stable pendant plus d'une décennie<sup>46</sup>.

## 3.3 Implications pour le Fonds mondial

Les organisations dirigées par la communauté et de la société civile ont toujours joué un rôle clé dans le plaidoyer en faveur d'investissements accrus dans la santé par leurs propres gouvernements. Leur rôle est d'autant plus crucial que les budgets de la santé et du développement sont soumis à des pressions croissantes. La collaboration et la coordination entre les organisations dirigées par la communauté et de la société civile, tant dans les pays de mise en œuvre que dans les pays donateurs, seront capitales, de même que la garantie qu'elles bénéficieront de l'appui financier nécessaire à leur plaidoyer.

Dans les pays de mise en œuvre, les actions de persuasion des organisations dirigées par la communauté et de la société civile ont encouragé les gouvernements à directement contribuer au Fonds mondial et à augmenter les investissements dans leurs propres systèmes de santé et communautaires. Étant donné que la crise de la dette est susceptible de conduire à une restriction croissante de l'espace pour les investissements dans les services publics

42 Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (2023). Rapport sur le commerce et le développement 2022. Perspectives de développement dans un monde fracturé : Désordre mondial et réponses régionales. Genève, Nations Unies. Disponible à l'adresse suivante : <https://unctad.org/tdr2022> (consulté le 19 août 2023).

43 Stubbs T, Kentikelenis A, Gabor D, et al. (2023).

44 OCDE (2023).

45 OCDE (2023).

46 Organisation mondiale de la Santé (2022b). *International donor funding for tuberculosis: an analysis of donor reports to the Organisation for Economic Co-operation and Development*. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.who.int/teams/global-tuberculosis-programme/tb-reports/global-tuberculosis-report-2022/featured-topics/international-funding> (consulté le 28 mars 2023).

comme la santé, le Fonds mondial, en partenariat avec les organisations dirigées par la communauté et de la société civile, a un rôle clé à jouer pour repousser les mesures qui pourraient saper les progrès au sein des pays et plaider en faveur de changements dans les politiques et les pratiques au sein des institutions financières internationales et régionales afin de protéger les dépenses publiques en matière de santé. Les organisations dirigées par la communauté et de la société civile joueront également un rôle crucial à ce stade pour suivre l'impact et les effets de la crise de la dette sur la mobilisation des ressources intérieures dans les pays de mise en œuvre.

Dans les pays donateurs, les organisations dirigées par la communauté et de la société civile devront être accompagnées dans l'intensification de leurs efforts pour que l'aide publique au développement et le Fonds mondial demeurent une priorité politique pour leurs gouvernements. Le rôle de ces organisations sera essentiel pour informer de l'impact du Fonds mondial, pour s'assurer que les décideurs comprennent comment le Fonds mondial a contribué à transformer les ripostes aux trois maladies et pour les amener à rendre des comptes sur les engagements pris pour combattre les trois maladies. Elles ont aussi pour mission capitale d'accorder du crédit et de la visibilité aux gouvernements qui font preuve d'un engagement fort. Étant donné que ces organisations dans les pays donateurs sont souvent directement touchées par les réductions de l'aide publique au développement, il peut être particulièrement difficile de s'assurer qu'elles disposent des ressources nécessaires pour sensibiliser sur ces questions et des efforts conjoints entre le Fonds mondial et les partenaires seront importants.

### 3.4 Liens vers la stratégie du Fonds mondial

La mobilisation de ressources supplémentaires est l'un des quatre objectifs qui se renforcent et se complètent mutuellement dans la stratégie du Fonds mondial étant donné que les contributions du Fonds mondial à la réalisation des objectifs visant à mettre fin aux menaces pour la santé publique que constituent le sida, la tuberculose et le paludisme dépendent de sa capacité à maintenir et à augmenter le soutien financier d'un large éventail de donateurs. La stratégie préconise une approche multidimensionnelle qui implique de maintenir l'engagement des principaux donateurs publics, d'en attirer de nouveaux et de fidéliser les plus récents, y compris les pays non membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE, d'augmenter les ressources mobilisées par l'intermédiaire du secteur privé et d'avoir recours à des mécanismes innovants. Elle reconnaît également l'importance d'augmenter l'allocation des ressources nationales pour la santé dans les pays de mise en œuvre et d'accroître l'efficacité et l'impact des ressources qui sont déployées. Dans la mise en œuvre de chacune de ces actions, la stratégie met l'accent sur le rôle fondamental des communautés et de la société civile dans le renforcement du soutien politique et public et la responsabilisation des gouvernements pour le financement des ripostes au VIH, à la tuberculose et au paludisme.

## 3.5 Actions clés

---

### RÉSULTAT 1

#### Participation accrue des organisations dirigées par la communauté et de la société civile au plaidoyer pour la mobilisation des ressources.

---

##### Mesures

- a** Tirer parti du Réseau des défenseurs du Fonds mondial, de la famille des Amis du Fonds mondial et d'autres partenaires clés dans les efforts de mobilisation des ressources en partageant des informations tactiques et des mises à jour pour faciliter les efforts conjoints de stratégie et de plaidoyer se renforçant mutuellement, le cas échéant.

---

- b** Continuer à dialoguer avec les organisations dirigées par la communauté et de la société civile et à les soutenir entre les campagnes de reconstitution, à positionner le Fonds mondial dans les conversations critiques sur les lois, les budgets et les politiques liés à l'aide étrangère et à la santé et à plaider en faveur de la conversion des promesses de dons.

---

- c** Collaborer avec les organisations dirigées par la communauté et de la société civile pour trouver des hôtes en vue de la réunion préparatoire à la reconstitution des ressources et de la conférence des donateurs et se coordonner étroitement avec les organisations dans les pays hôtes tout au long de la campagne de reconstitution.

---

- d** Veiller à ce que les organisations dirigées par la communauté et de la société civile participent activement aux activités de reconstitution des ressources, y compris à la conférence des donateurs.

---



## RÉSULTAT 2

### Accentuation de la coordination et de la collaboration entre les organisations dirigées par la communauté et de la société civile, les organismes philanthropiques privés et le secteur privé en faveur de la mobilisation des ressources.

#### Mesures

- a** Soutenir activement le Réseau des défenseurs du Fonds mondial (GFAN), le GFAN-Asie-Pacifique et le GFAN-Afrique afin qu'ils jouent un rôle de coordination entre les organisations dirigées par la communauté et de la société civile, ainsi que d'autres porte-drapeaux et dirigeants clés. Travailler avec eux pour :
- Établir des attentes claires quant à la nature de la participation du Secrétariat du Fonds mondial aux réunions et processus du Réseau des défenseurs du Fonds mondial aux niveaux mondial et régional au cours des deux prochaines années, notamment en ce qui concerne l'établissement de stratégies, le partage de l'information et les stratégies en matière de médias et de communication à divers niveaux.
  - Cartographier et suivre les interactions avec les parlementaires qui sont prêts à prendre la parole pour soutenir le Fonds mondial et la mobilisation des ressources nationales ou prendre d'autres mesures connexes, en particulier en vue de la huitième reconstitution.
  - Déterminer les possibilités d'élargir la participation avec les organisations dirigées par la communauté et de la société civile et de collaborer avec les organisations qui travaillent sur des questions connexes, y compris la santé mentale, le handicap et la justice climatique.
  - Allouer des ressources et mobiliser des ressources supplémentaires pour soutenir leur plaidoyer et leur coordination, sur la base d'une analyse des risques et du rendement des investissements.
- 
- b** Accompagner et consolider la famille des Amis du Fonds mondial.
- Identifier ensemble les possibilités de renforcer la collaboration avec la famille des Amis du Fonds mondial et entre eux.
  - Identifier et soutenir les possibilités de renforcer la collaboration entre les Amis du Fonds mondial et d'autres intervenants, notamment la société civile et les communautés, les dirigeants de haut niveau, le secteur privé, les organisations professionnelles et d'autres défenseurs importants.
- 
- c** Organiser deux ou trois échanges entre la société civile et les communautés, le secteur privé et les partenaires des fondations privées pour définir des stratégies sur les possibilités de soutenir l'écosystème de plaidoyer et d'améliorer les opportunités de financement, notamment par un financement innovant.
- 
- d** Mettre au point des stratégies coordonnées de plaidoyer pour la reconstitution des ressources afin de tirer parti des atouts de divers groupes, de renforcer la collaboration et de démontrer ensemble l'impact du travail du Fonds mondial, notamment en :
- identifiant des priorités et des tactiques communes pour le plaidoyer en faveur de la reconstitution des ressources par le secteur privé ;
  - déterminant les possibilités d'impliquer les organisations dirigées par la communauté et de la société civile dans des activités de sensibilisation et de plaidoyer auprès de donateurs potentiels du secteur privé.

## 4. Accroître le soutien politique à la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme, tout en contribuant à la préparation et la riposte au changement climatique et aux pandémies, ainsi qu'à d'autres facteurs qui ont une incidence sur les activités du Fonds mondial, dans le contexte mondial de la santé et du développement en constante évolution

### 4.1

#### Résultats

- 1 Les ripostes au VIH, à la tuberculose et au paludisme restent prioritaires dans les engagements politiques sur la santé et le développement au niveau mondial, notamment dans les débats en constante évolution sur la santé et le changement climatique.
- 2 Les liens entre le VIH, la tuberculose et le paludisme et la préparation et la riposte aux pandémies, ainsi que le changement climatique, sont systématiquement identifiés et pris en compte.

### 4.2

#### Justification

Le paysage géopolitique en constante évolution et la confluence des crises auxquelles le monde est actuellement confronté conduisent à des réévaluations de l'architecture mondiale de la santé et du développement et à un recentrage sur la lutte contre le changement climatique.

Plusieurs discussions cruciales sur le développement, le financement du développement et la santé mondiale auront des implications majeures pour le Fonds mondial au cours des trois prochaines années, y compris des négociations autour d'un accord sur les pandémies, des réunions de haut niveau sur la préparation et la riposte aux pandémies, la tuberculose et la couverture sanitaire universelle, ainsi qu'un nouveau sommet sur le financement du développement et le Sommet de l'avenir des Nations Unies. Ces forums seront une occasion importante pour le Fonds mondial de travailler avec les partenaires communautaires et de la société civile afin de renforcer l'appui politique au Fonds mondial, ainsi que le soutien de son modèle, à savoir le rôle central des communautés et de la société civile en tant que défenseurs, entités de mise en œuvre de programmes et de services de santé et agents de l'obligation de rendre compte.

Le changement climatique est l'une des plus grandes menaces pour la santé dans le monde, avec un impact disproportionné sur les communautés les plus marginalisées. Toutefois, la santé n'a pas fait l'objet d'une attention particulière dans les discussions politiques ou les initiatives de financement axées sur le climat. Le Fonds mondial répond déjà aux menaces d'ordre climatique ; il aide les pays à faire face aux changements dans la gamme des vecteurs du paludisme et, grâce à des fonds d'urgence supplémentaires, à minimiser les perturbations des programmes de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme face aux catastrophes climatiques. Dans les années à venir, il faudra impérativement renforcer les engagements politiques pour que la santé soit au centre des ripostes aux changements climatiques.

#### (a) L'évolution du paysage de la santé mondiale

Trois ans après le début de la pandémie mondiale de COVID-19, le paysage sanitaire mondial a considérablement changé. Les pays se sont rapidement mobilisés pour répondre à la pandémie, en créant COVAX et l'accélérateur ACT et en faisant appel à des mécanismes tels que le Fonds mondial pour acheminer les ressources là où elles étaient requises en priorité. Le leadership du Fonds mondial a été essentiel pour mobiliser, reprogrammer et verser des fonds de manière à répondre aux besoins urgents dans des délais inédits.

Depuis lors, un nouveau Fonds de lutte contre les pandémies a été mis en place, largement soutenu par les membres du G20 et au-delà, hébergé par la Banque mondiale et conçu pour aider les pays en développement à renforcer leurs capacités de prévention et de riposte aux pandémies futures. En janvier 2023, le Fonds de lutte contre les pandémies a lancé son premier appel de fonds, avec une enveloppe de 300 millions de dollars US<sup>47</sup>. Dans le même temps, les 194 États membres de l'OMS ont participé à des discussions sur un nouvel accord international sur la prévention, la préparation et la riposte en cas de pandémie. Bien que les ébauches de l'accord ne limitent pas l'applicabilité à des pandémies nouvelles ou émergentes, on ne sait pas non plus comment il s'appliquera aux pandémies existantes qui ont encore besoin d'une action similaire et coordonnée, comme le sida, la tuberculose et le paludisme. L'accord devrait être discuté au sein du groupe de négociation intergouvernemental au cours des 12 à 15 prochains mois, avec l'objectif de présenter un projet de texte pour examen à l'Assemblée mondiale de la Santé en 2024<sup>48</sup>.

Outre les discussions sur cet accord et le Fonds de lutte contre les pandémies, d'autres débats politiques importants, qui intéressent directement le Fonds mondial et ses partenaires de la société civile, auront lieu au cours de l'année à venir. Le G7 et le G20 restent des plateformes importantes pour consolider les investissements à long terme dans la santé et le développement. Les Nations Unies continuent également de jouer un rôle prépondérant dans la promotion des questions de santé mondiale. En septembre 2023, l'Assemblée générale des Nations Unies tiendra trois réunions de haut niveau axées sur la santé concernant la préparation et la riposte aux pandémies, la tuberculose et la couverture sanitaire universelle. La réunion portant sur la tuberculose alertera probablement sur le retard accumulé dans la réalisation des objectifs mondiaux et permettra de renouveler les engagements politiques et financiers pour y faire face. Celle concernant la couverture sanitaire universelle devrait faire le point sur les changements du paysage de la santé mondiale, identifier des priorités supplémentaires et rechercher un soutien politique et financier accru pour atteindre la couverture sanitaire universelle d'ici 2030. En

outre, un sommet réunissant les chefs d'État et de gouvernement dressera le bilan des progrès accomplis dans la réalisation des ODD. Les aboutissements de ces réunions détermineront les priorités des pays donateurs et de mise en œuvre dans les années à venir, y compris en ce qui concerne le Fonds mondial. Ces réunions de haut niveau sont l'occasion pour le Fonds mondial d'amplifier son travail, son impact et les avantages de son modèle de partenariat pour favoriser un impact durable.

### **(b) Repenser l'aide au développement**

L'évolution du paysage en matière d'économie et de développement a également suscité des appels à la nécessité de repenser les approches de l'aide au développement. De nombreux acteurs, en particulier les chefs de gouvernement et la société civile du Sud global, ont commencé à réclamer des réformes de l'aide au développement et de l'architecture de la finance et de l'aide mondiales pour remédier aux déséquilibres de pouvoir et d'accès qui désavantagent les pays en développement et accentuent leur dépendance. Certains demandent à ce que la prise de décision concernant l'aide humanitaire se fasse au plus près des bénéficiaires, par le biais de mécanismes régionaux, tels que les banques régionales de développement ou les nouveaux Centres Africains de Contrôle et de Prévention des Maladies, plutôt que de mécanismes mondiaux. D'autres leaders mondiaux, des Nations Unies, de certains gouvernements et de la société civile, en appellent à des investissements plus profonds dans la société civile, les communautés et d'autres acteurs non gouvernementaux, de manière à encourager la responsabilisation et renforcer des actions plus attentives aux communautés. Le Rapport 2023 de l'OCDE sur la coopération pour le développement, par exemple, présente une variété d'opinions, d'expériences et de recommandations sur la manière dont l'aide au développement pourrait être repensée, donnant ainsi le coup d'envoi à un débat essentiel qui devrait gagner du terrain<sup>49</sup>.

Ces deux prochaines années, auront lieu plusieurs réunions internationales importantes qui seront en mesure d'approfondir certaines de ces conversations et d'entraîner des changements significatifs dans l'architecture globale de l'aide. Il s'agit notamment de

47 Banque mondiale (2023). Le Fonds pour la prévention, la préparation et la réponse aux pandémies. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2022/09/09/new-fund-for-pandemic-prevention-preparedness-and-response-formally-established> (consulté le 24 février 2023).

48 Organisation mondiale de la Santé (24 février 2023). Accord mondial sur la prévention, la préparation et la riposte face aux pandémies : Questions-réponses. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.who.int/fr/news-room/questions-and-answers/item/pandemic-prevention--preparedness-and-response-accord> (consulté le 24 février 2023).


49 OCDE (2023).

la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies de 2023 sur les ODD visant à faire le point des progrès à mi-parcours, du Sommet de l'avenir de 2024, ainsi que de la Conférence internationale sur le financement du développement de 2025. Il sera important de travailler en partenariat avec la société civile et les communautés actives dans ces espaces pour que les ripostes au VIH, à la tuberculose et au paludisme et le Fonds mondial restent une priorité mondiale.

### (c) Changement climatique et santé

L'OMS décrit le changement climatique comme « la plus grande menace pour la santé à laquelle l'humanité est confrontée ». Les répercussions se font déjà sentir : augmentation des décès, des problèmes de santé et des violences dus aux catastrophes naturelles liées au climat et aux conditions météorologiques extrêmes, de l'insécurité alimentaire, de la faim et de la malnutrition, des zoonoses et des maladies transmises par l'eau et par des vecteurs et des effets négatifs sur la santé mentale, ainsi qu'affaiblissement des déterminants sociaux de la santé, y compris l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, les moyens de subsistance et les structures de soutien social<sup>50</sup>. En rapport direct avec le Fonds mondial, le sixième rapport d'évaluation (AR6) du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a noté qu'une hausse de l'incidence du paludisme ainsi que de la gamme et de la reproduction des vecteurs se produisait déjà en Afrique orientale et australe et prévoit, avec un degré de confiance très élevé, l'augmentation du paludisme dans trois régions dans les années à venir<sup>51</sup>. Les déplacements de populations provoqués par les crises humanitaires peuvent également perturber l'accès aux services, accroître les facteurs de ces maladies, comme la violence fondée sur le genre ou le surpeuplement des camps de réfugiés, et compromettre les progrès accomplis dans la lutte contre les trois maladies.

En dépit des preuves, l'impact du changement climatique sur la santé n'a pas été une priorité pour les États membres qui prennent part à la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique



**La guerre en Ukraine illustre les défis que pose le conflit pour la pérennité et la résilience des programmes de lutte contre les trois maladies.**

ou à l'Accord de Paris, et il n'est pas non plus mis en évidence dans les accords eux-mêmes<sup>52</sup>. Les Conférences des parties annuelles, où l'on fait le point sur la mise en œuvre des deux accords et où des engagements politiques et financiers supplémentaires sont pris, ont accordé peu de place à la santé, ce qui limite la capacité des acteurs de la santé mondiale d'influencer les résultats politiques. L'OMS note que, puisque le GIEC s'est emparé du sujet, il pourrait y avoir une marge de manœuvre supplémentaire pour préconiser l'inclusion de stratégies de lutte contre le paludisme dans les plans d'action nationaux sur le changement climatique<sup>53</sup>. Il peut également y avoir des points d'entrée dans les discussions relatives aux pertes et préjudices où, après des années de négociations tendues, les gouvernements ont convenu en novembre 2022 de créer un nouveau fonds pour les pertes et préjudices<sup>54</sup>.

Nombre des partenaires traditionnels de la société civile avec lesquels le Fonds mondial travaille ne sont pas activement engagés dans des processus politiques liés au changement climatique même si quelques partenaires mondiaux du développement et de la santé sont accrédités<sup>55</sup>. Aucune organisation travaillant principalement sur le paludisme n'est accréditée, ce qui souligne le besoin urgent de construire des ponts entre les communautés et les disciplines.

### (d) Conflits et contextes d'intervention difficiles

La guerre en Ukraine illustre les défis que pose le conflit pour la pérennité et la résilience des programmes de lutte contre les trois maladies et de renforcement des

50 Organisation mondiale de la Santé (2021), Changement climatique et santé : Principaux faits. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/climate-change-and-health> (consulté le 24 février 2023).

51 Organisation mondiale de la Santé (2022a). *Review of IPCC Evidence 2022: Climate change, health and wellbeing*. Genève, OMS.

52 OMS (2022a).

53 OMS (2022a).

54 ONU Changements Climatiques (20 novembre 2022). La COP 27 parvient à un accord décisif sur un nouveau fonds « pertes et préjudices » pour les pays vulnérables. <https://unfccc.int/fr/news/la-cop-27-parvient-a-un-accord-decisif-sur-un-nouveau-fonds-pertes-et-prejudices-pour-les-pays>

55 United Nations Climate Change (2023). Admitted NGOs. Disponible à l'adresse suivante : <https://unfccc.int/process/parties-non-party-stakeholders/non-party-stakeholders/admitted-ngos/list-of-admitted-ngos> (consulté le 24 février 2023).

systèmes de santé et communautaires en réponse aux nouvelles pandémies. Les partenariats du Fonds mondial avec des organisations dirigées par la communauté et de la société civile sont essentiels dans ce cas pour adapter les interventions des programmes et assurer la continuité des services vitaux. Toutefois, l'Ukraine n'est pas unique : 39 pays qui reçoivent un soutien du Fonds mondial sont considérés comme ayant des contextes d'intervention difficiles<sup>56</sup>.

Les contextes d'intervention difficiles, bien qu'ils représentent moins de 14 % de la population mondiale, portent près du tiers de la charge de morbidité mondiale pour les trois maladies<sup>57</sup>. Les conflits et l'instabilité au sein des pays et entre ceux-ci amplifient les risques auxquels sont confrontées les populations clés et vulnérables, notamment les adolescentes et les jeunes femmes, les enfants, les personnes âgées, les hommes homosexuels et les autres hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les personnes transgenres, les travailleuses et travailleurs du sexe et les personnes qui consomment des drogues. Ces populations sont plus susceptibles d'être victimes d'atteintes aux droits humains, comme des exécutions sommaires, des viols et d'autres crimes de guerre, et coupées des services vitaux<sup>58</sup>. Dans ces contextes, le plaidoyer des organisations dirigées par la communauté et de la société civile est encore plus difficile.

Le Fonds mondial s'aligne déjà sur l'axe aide humanitaire-développement-paix et collabore avec la Nexus Academy des Nations Unies et le Réseau international pour les conflits et les situations de fragilité pour assurer la collaboration et la coordination avec les principaux partenaires dans les interventions d'urgence. Il sera essentiel de s'assurer que les voix des communautés aident à façonner les approches Nexus au niveau national, tout comme il est fondamental d'assurer une collaboration plus étroite avec les organisations dirigées par la communauté et de la société civile qui plaident en faveur de la paix et du développement dans les principaux forums politiques mondiaux et régionaux.

## 4.3 Implications pour le Fonds mondial

Les aboutissements de ces réunions cruciales sur la santé, le changement climatique, les conflits et le développement détermineront les priorités des pays donateurs et de mise en œuvre dans les années à venir, y compris en ce qui concerne le Fonds mondial.

Le Fonds mondial a toujours joué un rôle essentiel dans la préparation : une analyse des investissements dans dix pays depuis 2014 a révélé qu'au moins 30 % des investissements du Fonds mondial contribuaient directement à la sécurité sanitaire, en aidant les pays à renforcer leurs capacités de prévention, de détection et de riposte aux maladies infectieuses et autres urgences de santé publique. Avec le dispositif de riposte au COVID-19 (C19RM), le Fonds mondial a investi plus de 5 milliards de dollars US pour renforcer les ripostes nationales au COVID-19, atténuer l'impact du COVID-19 sur les programmes de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme et améliorer les systèmes de santé et communautaires. Il est donc essentiel que le Fonds mondial soit en étroite collaboration et en parfaite adéquation avec les efforts internationaux de préparation et de riposte aux pandémies, ainsi qu'avec les communautés et la société civile qui y travaillent.

Le Fonds mondial investit également de plus en plus pour atténuer l'impact des situations d'urgence liées au climat sur les programmes de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme et, plus généralement, sur les systèmes de santé et communautaires. En 2022, par exemple, le Fonds mondial a alloué plus de 33 millions de dollars US en fonds d'urgence pour faire face aux conséquences des inondations au Pakistan, de la sécheresse en Somalie et des cyclones tropicaux au Mozambique et au Malawi<sup>59</sup>.

56 Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (avril 2022). Conflits, crises et personnes déplacées : L'action du Fonds mondial dans les contextes d'intervention difficiles. Genève : Fonds mondial.

57 *Ibid.*

58 *Ibid.*

59 Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (30 novembre 2022) ; Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (20 septembre 2022). Communiqué de presse : Le Fonds mondial approuve une aide financière d'urgence pour le maintien des services essentiels au Pakistan. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.theglobalfund.org/fr/news/2022/2022-09-20-global-fund-approves-emergency-funding-to-maintain-essential-health-services-in-pakistan/> (consulté le 20 juillet 2023). Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (10 mars 2022). Communiqué de presse : Le Fonds Mondial approuve une aide financière d'urgence pour le maintien des services essentiels de lutte contre le VIH et la tuberculose en Ukraine. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.theglobalfund.org/fr/news/2022/2022-03-10-global-fund-approves-emergency-funding-to-maintain-essential-hiv-and-tb-services-in-ukraine/> (consulté le 20 juillet 2023).

Il sera important de travailler en partenariat avec la société civile et les communautés actives dans les domaines de la préparation et la riposte aux pandémies, de la justice climatique et de la consolidation de la paix pour que les ripostes aux trois maladies, le Fonds mondial et les organisations similaires restent une priorité mondiale. Bien que certains des partenaires actuels du Fonds mondial soient actifs dans ces forums à des degrés différents, l'établissement de nouveaux partenariats avec des organisations et des réseaux qui sont plus profondément engagés dans ces espaces peut être utile.

Dans leurs réflexions sur la septième reconstitution des ressources, la plupart des partenaires communautaires et de la société civile ont reconnu que l'aide publique au développement demeurera probablement le pilier du financement du Fonds mondial dans un avenir proche. Toutefois, ils ont également souligné qu'il était urgent d'élaborer une stratégie à plus long terme axée sur la collecte de fonds durables au-delà de l'aide publique au développement<sup>60</sup>. Les partenaires de la société civile exhortent le Fonds mondial à créer un espace de dialogue avec les principaux acteurs (notamment les gouvernements, la société civile et les communautés, les organisations philanthropiques et le secteur privé) sur l'avenir de l'aide mondiale et sur la pertinence et le rôle du Fonds mondial dans l'architecture mondiale de la santé et du développement.

## 4.4 Liens vers la stratégie du Fonds mondial

Le Fonds mondial a pour mandat de participer à ces discussions : l'objectif stratégique de préparation et de riposte aux pandémies est évolutif dans le but de s'assurer qu'il peut « mettre l'expertise et le modèle inclusif du partenariat du Fonds mondial au service de ce nouvel impératif », et ce faisant aider à protéger les progrès sur les trois maladies.

La stratégie reconnaît également qu'il faudra « tirer parti des plateformes politiques pertinentes et des occasions de visibilité et d'instaurer des alliances et des partenariats » pour s'assurer qu'elle continue à être une priorité politique pour les gouvernements et d'autres acteurs mondiaux clés dans les années à venir.

La stratégie du Fonds mondial s'engage à s'attaquer aux impacts du changement climatique dans deux domaines clés : prendre des mesures pour atténuer l'impact du changement climatique sur la riposte au paludisme et encourager des approches de la santé adaptées au climat et à l'environnement. La stratégie prend note de l'impact des catastrophes climatiques sur les ripostes au VIH, à la tuberculose et au paludisme en raison du déplacement de populations et de la perturbation de l'accès aux services essentiels. Elle s'engage, entre autres, à travailler avec les pays et les communautés pour élaborer des programmes de lutte contre les maladies et des systèmes de santé adaptés au climat. Elle reconnaît en outre le rôle potentiel du changement climatique dans l'apparition de nouvelles menaces pour la santé et de futures pandémies.

60 Fonds mondial (2023).



## 4.5

### Actions clés

#### RÉSULTAT 1

**Les ripostes au VIH, à la tuberculose et au paludisme restent prioritaires dans les engagements politiques sur la santé et le développement au niveau mondial.**

#### Mesures

- a Suivre les débats mondiaux sur l'avenir de l'aide au développement menés par l'OCDE et d'autres acteurs clés et identifier les possibilités de s'y engager.
  - Développer un à deux articles de réflexion, tels que des éditoriaux ou des articles de revues, sur le modèle et le rôle du Fonds mondial dans un paysage du développement en évolution.
  - Suivre les discussions et les négociations sur le Sommet de l'avenir des Nations Unies et, dans la mesure où cela est pertinent et offre des opportunités, élaborer une stratégie de plaidoyer pour influencer les aboutissements en coordination avec les organisations communautaires et de la société civile.

#### RÉSULTAT 2

**Les liens entre le VIH, la tuberculose et le paludisme et la préparation et la riposte aux pandémies sont systématiquement identifiés et pris en compte.**

#### Mesures

- a Faire valoir que la riposte aux trois maladies et le Fonds mondial sont essentiels dans le cadre de la préparation et de la riposte aux pandémies et plaider en faveur d'un engagement accru de la société civile et des communautés dans des approches de préparation et de riposte axées sur les droits humains, transformatrices de genre et orientées sur l'équité, conformément à la stratégie du Fonds mondial.
  - Accompagner les organisations dirigées par la communauté et de la société civile afin de mettre au point des approches coordonnées et une capacité de plaidoyer sur la préparation et la riposte aux pandémies.
  - Développer un ensemble clair de tâches de plaidoyer et les utiliser pour sensibiliser les gouvernements et d'autres décideurs clés, dans des déclarations et des discours des dirigeants du Fonds mondial, ainsi que sur les réseaux sociaux et dans les médias traditionnels.



# 5. Utiliser les capacités diplomatiques du Fonds mondial pour faire avancer l'égalité des genres, les droits humains et l'équité et contester les lois, les politiques et les pratiques qui entravent la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme

## 5.1 Résultats

- 1 Renforcement du plaidoyer en faveur des droits humains, de l'égalité des genres et de l'équité en matière de santé.

## 5.2 Justification

Les organisations de défense des droits des femmes, des personnes LGBTQI+, des travailleuses et travailleurs du sexe et des personnes qui consomment des drogues, ainsi que celles se consacrant à d'autres questions politiquement et socialement sensibles, telles que les droits humains, la réduction des risques et la jeunesse, ont été la cible de restrictions dans de nombreux pays, y compris les pays où le Fonds mondial soutient des programmes<sup>61</sup>.

Dans certains pays, ce sont d'autres acteurs non étatiques, y compris des organisations de la société civile et des institutions et chefs religieux, qui travaillent en coopération avec les gouvernements pour cibler des organisations travaillant sur l'égalité des genres ou les droits des personnes LGBTQI+, des travailleuses et travailleurs du sexe et des personnes qui consomment des drogues, tout en augmentant les mesures de protection de la « liberté religieuse », des familles traditionnelles et des rôles déterminés par le sexe biologique<sup>62, 63</sup>. Ces mouvements « anti-genre » ou « anti-droits » se mobilisent contre les droits reproductifs, y compris, mais sans s'y limiter, l'éducation sexuelle complète, les lois et les politiques visant à lutter contre la violence fondée sur le genre, l'utilisation du terme « genre » dans les lois

et les politiques, ainsi que le commerce sexuel et la consommation de drogues. Dans un nombre croissant de pays, ils ont travaillé avec des parlementaires pour introduire une législation qui renforce davantage la criminalisation de l'homosexualité, le commerce sexuel et/ou la consommation de drogues et restreint la défense des intérêts de ces communautés, créant des environnements de plus en plus hostiles pour les organisations de plaidoyer et les personnes qui s'identifient comme personnes LGBTQI+, travailleuses et travailleurs du sexe ou personnes qui consomment des drogues<sup>64</sup>. Bien qu'ils aient particulièrement réussi à faire reculer les droits en Europe de l'Est, ils sont également au premier plan en Afrique du Nord, en Afrique subsaharienne, en Amérique latine, dans les Caraïbes et au Moyen-Orient et notamment là où les dirigeants populistes ont vu dans la rhétorique anti-droits une occasion d'accélérer le recul démocratique<sup>65</sup>.

Par conséquent, dans de nombreuses régions, les organisations dirigées par la communauté ont été victimes de harcèlement, ont été forcées de fermer, se sont vu refuser l'enregistrement ou ont vu leur capacité de fonctionnement considérablement restreinte<sup>66</sup>. Des personnes et des militants ont été arrêtés, soumis à des violences et, dans certains cas, tués. L'abus et le harcèlement en ligne envers ces communautés augmentent également, forçant les militants à rester

61 CIVICUS (2022). Le pouvoir du peuple sous attaque 2021 : Un rapport fondé sur les données du Civicus Monitor. Johannesburg, CIVICUS.

62 Rogeband, C. and Krizsán, A. (2020).

63 CIVICUS, PITCH, Aidsfonds, Frontline AIDS and BZ (2020); Pousadela, I.M. and Perera, D.R. (2021), *The Enemy Within? Anti-Rights Groups and Restrictions on Civil Society*. *Glob Policy*, 12: 34-44. <https://doi.org/10.1111/1758-5899.12981>

64 Human Rights Watch (22 mars 2023). *Le Parlement ougandais adopte un projet de loi extrémiste et anti-LGBT*. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.hrw.org/fr/news/2023/03/23/le-parlement-ougandais-adopte-un-projet-de-loi-extremiste-et-anti-lgbt> (consulté le 25 mars 2023).

65 Rogeband, C. and Krizsán, A. (2020).

66 CIVICUS, PITCH, Aidsfonds, Frontline AIDS and BZ (2020); International Center for Not-for-Profit Law (2018).

dans l'ombre<sup>67</sup>. Des groupes marginalisés de femmes, comme les travailleuses du sexe, les consommatrices de drogues ou les femmes transgenres, ont été touchés par des alliances dangereuses entre certaines organisations féministes qui s'opposent à la fois au commerce sexuel et à la reconnaissance et la protection des droits des femmes transgenres<sup>68</sup>. Les hommes homosexuels et bisexuels sont de plus en plus ciblés par la violence et le harcèlement.

### 5.3 Implications pour le Fonds mondial

Dans le contexte actuel, le Fonds mondial n'a jamais eu autant besoin de tenir son engagement de contester les lois, les politiques et les pratiques néfastes qui affaiblissent les ripostes apportées aux trois maladies. Les communautés les plus touchées par ces politiques comptent sur le Fonds mondial pour démontrer qu'il est solidaire avec elles et qu'il agira pour faire progresser les droits humains des populations clés, l'égalité des genres et l'équité en matière de santé par son financement et son plaidoyer. Ce n'est pas seulement une question de justice ; les programmes qui ne sont pas fondés sur les droits humains, qui ne sont pas adaptés au genre ou qui ne sont pas axés sur l'équité sont moins efficaces pour répondre aux besoins des populations clés et vulnérables et compromettent les progrès vers l'élimination de ces trois maladies.

### 5.4 Liens vers la stratégie du Fonds mondial

La stratégie du Fonds mondial note que « placer les gens et les communautés au cœur de la stratégie signifie une certaine solidarité. On pense notamment à la solidarité et à l'action nécessaires pour s'opposer aux lois, aux politiques et aux pratiques qui mettent en danger la santé et la sécurité des personnes et des communautés et qui entravent la lutte contre les trois maladies ». Le Fonds mondial ne gardera pas le silence : il doit utiliser son influence diplomatique de manière proactive pour défendre les droits des femmes et des filles, y compris les femmes et les filles des populations clés, la communauté LGBTQI+, les travailleuses et travailleurs du sexe, les personnes qui consomment des drogues et d'autres populations clés, et pour repousser les lois régressives, les politiques et les actions autres qui leur sont préjudiciables.

67 Digital Health and Rights Project Consortium. (2022) *Digital health and human rights of young adults in Ghana, Kenya, and Vietnam: Final project report*. Geneva: Graduate Institute of International and Development Studies

68 Réseau mondial des projets sur le travail sexuel (2022) ; GATE (2023).

## 5.5 Actions clés

---

### RÉSULTAT 1

#### Renforcement du plaidoyer en faveur des droits humains, de l'égalité des genres et de l'équité en matière de santé.

---

##### Mesures

- a Communiquer clairement et de façon cohérente les valeurs et le soutien du Fonds mondial en faveur des droits humains, de l'égalité des genres et de l'équité en matière de santé.

---

- b Mettre en évidence, dans les documents de communication, les pratiques exemplaires en matière de droits humains, d'égalité des genres et d'équité en matière de santé des programmes financés par le Fonds mondial.

---

- c En collaboration avec les organisations dirigées par la communauté et de la société civile, élaborer et utiliser systématiquement des messages sur l'impact des lois, politiques et pratiques néfastes dans les campagnes médiatiques, d'une manière conforme au principe de « ne pas nuire ».

---

- d Rendre publiquement compte des mesures prises pour promouvoir les droits humains, l'égalité des genres et l'équité et s'opposer aux lois, aux politiques et aux pratiques néfastes, tout en préservant la confidentialité et en respectant le principe de « ne pas nuire ».

---

- e Soutenir les organisations dirigées par la communauté, en particulier par des communautés criminalisées et marginalisées, et les organisations de la société civile pour documenter les impacts des lois et des politiques néfastes sur les ripostes au VIH, à la tuberculose et au paludisme.

---

- f Dans les forums politiques mondiaux et régionaux, plaider, en partenariat avec les communautés et la société civile, pour des engagements forts en faveur de l'égalité des genres, des droits humains et de l'équité en matière de santé et pour l'élimination des lois, des politiques et des pratiques néfastes, d'une manière conforme au principe de « ne pas nuire ».

---

## 6. Obligation de rendre compte et perspectives d'avenir

Le Fonds mondial reconnaît qu'il est tenu de rendre des comptes aux organisations dirigées par la communauté et de la société civile dont il est partenaire et qu'il sert, ainsi qu'à son Conseil d'administration et aux autres parties prenantes, dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie. Cette feuille de route de plaidoyer présente un ensemble d'actions clés qui décrit comment elle entend mettre en œuvre les éléments de la stratégie qui sont le plus étroitement liés à ses partenariats avec les organisations dirigées par la communauté et de la société civile dans le plaidoyer aux niveaux régional et mondial.

Le Département de Plaidoyer politique et de la société civile a piloté l'élaboration de cette feuille de route, en étroite consultation avec d'autres départements du Fonds mondial responsables de la mise en œuvre des éléments des actions spécifiques décrites dans le présent document. Ces départements comprennent notamment : Relations avec les donateurs, Communications, Participation du secteur privé, Communautés, Droits et Genre, Stratégie et Pôle chargé des politiques, Pôle chargé des instances de coordination nationale, ainsi que Division de la Gestion des subventions. Le département Plaidoyer politique et de la société civile se coordonnera avec ces départements et les accompagnera dans la mise en œuvre de ces activités, au besoin.

Les partenaires de la société civile, y compris les délégations au Conseil d'administration du Fonds mondial représentant les communautés, les ONG des pays en développement et les ONG des pays développés, ont également été consultés sur l'élaboration de la feuille de route et continueront de participer à sa mise en œuvre, le cas échéant.

Le département Plaidoyer politique et de la société civile informera de la mise en œuvre de la feuille de route chaque année et sur demande. De plus, le département Plaidoyer politique et de la société civile tiendra une séance annuelle d'information virtuelle avec les partenaires communautaires et de la société civile pour les mettre au courant de la mise en œuvre et identifier les domaines où des travaux supplémentaires ou des ajustements peuvent être nécessaires en fonction de l'évolution du contexte géopolitique ou en raison de possibilités nouvelles et émergentes.

**Cette feuille de route de plaidoyer présente un ensemble d'actions clés qui décrit comment elle entend mettre en œuvre les éléments de la stratégie qui sont le plus étroitement liés à ses partenariats avec les organisations dirigées par la communauté et de la société civile dans le plaidoyer aux niveaux régional et mondial.**

## Sources :

- Aho, E. and J. Grinde (2017). *Shrinking Space for Civil Society: Challenges in Implementing the 2030 Agenda*. Stockholm: Forum Syd.
- Barr, D. and the National Health Advocacy Funding Coalition (2023). *Internal Paper: The Case for Funding National Advocacy for Health by Civil Society*.
- Candid and the Human Rights Funders Network (2022). *Advancing Human Rights: Annual Review of Global Foundation Grantmaking*. New York, Candid.
- CIVICUS (2022). Le pouvoir du peuple sous attaque 2021 : Un rapport fondé sur les données du Civicus Monitor. Johannesburg, CIVICUS.
- CIVICUS (2023). Le pouvoir du peuple sous attaque 2022 : Un rapport fondé sur les données du Civicus Monitor. Johannesburg, CIVICUS.
- CIVICUS Monitor (2023). Classements nationaux de l'espace civique : 38 classés comme ouverts, 42 classés comme rétrécis, 40 classés comme obstrués, 50 classés comme réprimés et 27 classés comme fermés. Disponible à l'adresse suivante : [www.monitor.civicus.org](http://www.monitor.civicus.org) (consulté le 16 mars 2023).
- CIVICUS. Qu'est-ce que l'espace civique ? Disponible à l'adresse suivante : [https://www.civicus.org/documents/reports-and-publications/reporting-civic-space/civic-space-infographics\\_fr.pdf](https://www.civicus.org/documents/reports-and-publications/reporting-civic-space/civic-space-infographics_fr.pdf) (consulté le 18 juillet 2023).
- CIVICUS, PITCH, Aidsfonds, Frontline AIDS and BZ (2020). *Activism and AIDS: Protect civil society's space to end the epidemic*; International Center for Not-for-Profit Law (2018). *Reinforcing Marginalization: The Impact of Closing Civic Space on HIV Response in Ethiopia, Kenya and Uganda*. Washington, D.C., ICNL.
- Development Alternative (2019). *Towards a Thriving, Credible and Sustainable Youth Civil Society*. Disponible à l'adresse suivante : <https://restlessdevelopment.org/wp-content/uploads/2020/07/Development-Alternative-Youth-Civil-Society-Report.pdf>.
- Devex (6 février 2020), *For many human rights NGOs, UN access remains out of reach*. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.devex.com/news/for-many-human-rights-ngos-un-access-remains-out-of-reach-96516> (consulté le 21 février 2023).
- Digital Health and Rights Project Consortium. (2022) *Digital health and human rights of young adults in Ghana, Kenya, and Vietnam: Final project report*. Geneva: Graduate Institute of International and Development Studies.
- Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (2017). Difficultés rencontrées par les organisations de la société civile actives dans le domaine des droits de l'homme dans l'UE. Luxembourg : EUFRA.
- Friends of the Global Fight Against AIDS, Tuberculosis and Malaria (January 2019). *Issue Brief: Backing Civil Society to End the AIDS, Tuberculosis and Malaria Epidemics*. Washington, D.C., FGF.
- Funders Concerned About AIDS (2022), *Philanthropic support to address HIV and AIDS in 2020*. Washington, D.C., FCAA.
- GATE (2023). *Impact of Anti-Gender Opposition on TGD and LGBTQI Movements: Global Report*. New York: GATE.
- Réseau mondial des projets sur le travail sexuel (2022). Document d'information : L'impact des mouvements anti-droits sur les travailleursEs du sexe. Édimbourg : NSWP.
- Human Rights Watch (22 mars 2023). Le Parlement ougandais adopte un projet de loi extrémiste et anti-LGBT. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.hrw.org/fr/news/2023/03/23/le-parlement-ougandais-adopte-un-projet-de-loi-extremiste-et-anti-lgbt> (consulté le 25 mars 2023).
- International Center for Not-for-Profit Law (2018). *Reinforcing Marginalization: The Impact of Closing Civic Space on HIV Response in Ethiopia, Kenya and Uganda*. Washington, D.C., ICNL.
- International Council of AIDS Service Organizations (16 May 2023). *Defining a new AIDS activist agenda for a new era*. Disponible à l'adresse suivante : <https://icaso.org/wp-content/uploads/2023/05/Statement-of-the-Board-of-Directors-of-ICASO.pdf> (consulté le 21 juillet 2023).
- Kumar, R. (2023-01-05). *From the Editor-in-Chief: Three Ways 2023 may define a new development era*. New York, Devex. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.devex.com/news/from-the-editor-in-chief-3-ways-2023-may-define-a-new-development-era-104723> (consulté le 24 février 2023).
- Organisation de coopération et de développement économiques (2022). Aide aux organisations de la société civile : Statistiques basées sur la notification des membres du CAD au Système de Notification des Pays Créanciers (SNPC), 2019-2020. Paris, OCDE.
- Pousadela, I.M. and Perera, D.R. (2021), *The Enemy Within? Anti-Rights Groups and Restrictions on Civil Society*. *Glob Policy*, 12: 34-44. <https://doi.org/10.1111/1758-5899.12981>.
- Rogeband, C. and Krizsán, A. (2020). *Discussion Paper: Democratic Backsliding and the Backlash against Women's Rights: Understanding the Current Challenges for Feminist Politics*. New York: UN Women.
- Stacey, M., Hikuam, F., Chingore-Munazvo, N., Ofield-Kerr, A. & Armstrong, R. (2020). *Expanding Needs, Diminishing Means, AIDS and Rights Alliance of Southern Africa (ARASA)*.

Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (2021). Stratégie du Fonds mondial pour la période 2023-2028 : Combattre les pandémies et bâtir un monde plus sain et plus équitable. Genève, Fonds mondial.

Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (10 mars 2022). Communiqué de presse : Le Fonds Mondial approuve une aide financière d'urgence pour le maintien des services essentiels de lutte contre le VIH et la tuberculose en Ukraine. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.theglobalfund.org/fr/news/2022/2022-03-10-global-fund-approves-emergency-funding-to-maintain-essential-hiv-and-tb-services-in-ukraine/> (consulté le 20 juillet 2023).

Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (avril 2022). Conflits, crises et personnes déplacées : L'action du Fonds mondial dans les contextes d'intervention difficiles. Genève : Fonds mondial.

Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (20 septembre 2022). Communiqué de presse : Le Fonds mondial approuve une aide financière d'urgence pour le maintien des services essentiels au Pakistan. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.theglobalfund.org/fr/news/2022/2022-09-20-global-fund-approves-emergency-funding-to-maintain-essential-health-services-in-pakistan/> (consulté le 20 juillet 2023)

Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (30 novembre 2022). Communiqué de presse : Le Fonds mondial s'engage à verser plus de 21,9 millions de dollars US en fonds d'urgence aux familles qui subissent les crises climatiques au Pakistan et en Somalie. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.theglobalfund.org/fr/news/2022/2022-11-30-the-global-fund-commits-over-usd21-9-million-emergency-funding-families-living-through-climate-crises-pakistan-somalia/> (consulté le 18 juillet 2023).

Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (2023). Plaidoyer de la société civile pour la 7<sup>e</sup> reconstitution des ressources du Fonds mondial : réflexions et recommandations d'action. Rapport interne.

Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, Structure organisationnelle, disponible à l'adresse suivante : <https://www.theglobalfund.org/fr/staff/organizational-structure/> (consulté le 13 juillet 2023).

ONU Changements Climatiques (20 novembre 2022). La COP 27 parvient à un accord décisif sur un nouveau fonds « pertes et préjudices » pour les pays vulnérables. <https://unfccc.int/fr/news/la-cop-27-parvient-a-un-accord-decisif-sur-un-nouveau-fonds-pertes-et-prejudices-pour-les-pays>

United Nations Climate Change (2023). *Admitted NGOs*. Disponible à l'adresse suivante : <https://unfccc.int/process/parties-non-party-stakeholders/non-party-stakeholders/admitted-ngos/list-of-admitted-ngos> (consulté le 24 février 2023).

UNDP (2022a). Human Development Report 2020/2021. *Uncertain Times, Unsettled Lives: Shaping our Future in a Transforming World*. New York, UNDP.

UNDP (2022b). *Strengthening Civic Space and Civil Society Engagement in the HIV Response*. New York, UNDP.

UNFPA (2023). Huit milliards d'humains, un horizon infini de possibilités : défendre les droits et la liberté de choix. New York, UNFPA.

Banque mondiale (2023). Le Fonds pour la prévention, la préparation et la réponse aux pandémies. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2022/09/09/new-fund-for-pandemic-prevention-preparedness-and-response-formally-established> (consulté le 24 février 2023).

Organisation mondiale de la Santé (2021), Changement climatique et santé : Principaux faits. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/climate-change-and-health> (consulté le 24 février 2023).

Organisation mondiale de la Santé (2022a). *Review of IPCC Evidence 2022: Climate change, health and wellbeing*. Genève, OMS.

Organisation mondiale de la Santé (2022b). *International donor funding for tuberculosis: an analysis of donor reports to the Organisation for Economic Co-operation and Development*. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.who.int/teams/global-tuberculosis-programme/tb-reports/global-tuberculosis-report-2022/featured-topics/international-funding> (consulté le 28 mars 2023).

Organisation mondiale de la Santé (24 février 2023). Accord mondial sur la prévention, la préparation et la riposte face aux pandémies : Questions-réponses. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.who.int/fr/news-room/questions-and-answers/item/pandemic-prevention--preparedness-and-response-accord> (consulté le 24 février 2023).

## Acronymes :

**CAD :**

Comité d'aide au développement de l'OCDE

**CID :**

contexte d'intervention difficile

**GFAN :**

Réseau des défenseurs du Fonds mondial

**GIEC :**

Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat

**LGBTQI+ :**

personnes lesbiennes, homosexuelles, bisexuelles, transgenres, queers et intersexes.

**OCDE :**

Organisation de coopération et de développement économique

**OMS :**

Organisation mondiale de la Santé

**PNUD :**

Programme des Nations Unies pour le développement

**PRP :**

préparation et riposte aux pandémies

**SRPS :**

systèmes résistants et pérennes pour la santé





**Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme**

Campus de la santé mondiale  
Chemin du Pommier 40  
1218 Le Grand-Saconnex  
Genève, Suisse

+41 58 791 17 00

[theglobalfund.org/fr/](https://theglobalfund.org/fr/)

---

**À propos du Fonds mondial**

En 2022, le Fonds mondial a investi 5,2 milliards de dollars US pour vaincre le VIH, la tuberculose et le paludisme et garantir un monde en meilleure santé, plus sûr et équitable pour toutes et tous. Nous mobilisons la communauté internationale dans la recherche de solutions ayant le plus d'impact, dans le but de les mettre en œuvre à l'échelle mondiale. Et ça fonctionne. Ensemble, nous avons sauvé 59 millions de vies. Nous ne nous arrêterons pas tant que le travail ne sera pas terminé.